

## CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

### DELIBERATION n° 2021/04/20-05-CA

Le **Conseil d'administration**, en sa séance du 20 avril 2021, sous la présidence d'Éric BERTON, Président,

- Vu** le Code de l'Éducation,
- Vu** les Statuts d'Aix-Marseille Université modifiés notamment son article 8,
- Vu** l'avis favorable rendu par l'Assemblée Générale des personnels permanents, contractuels et doctorants du LAMES et du CHERPA en date du 25 septembre 2020,
- Vu** l'avis favorable n°2020/12/10-12 de la Commission de la Recherche,
- Vu** l'avis favorable du Conseil académique rendu en sa séance du 07 avril 2021,

### DECIDE :

**OBJET : Approbation de la création de l'unité mixte de recherche Centre méditerranéen de sociologie, de science politique et d'histoire (UMR MESOPOLHIS)**

Le Conseil d'administration approuve la création de l'unité mixte de recherche MESOPOLHIS telle qu'annexée à la présente délibération.

**Cette délibération est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

Membres en exercice : 36  
Quorum : 18  
Présents et représentés : 31

Fait à Marseille le 20 avril 2021,

**Eric BERTON,**  
Président d'Aix-Marseille Université



DEMANDE DE CRÉATION  
D'UNE UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE

# **Centre de Sociologie & d'Études Politiques**

Projet  
scientifique

**Établissements de tutelle**

Aix-Marseille Université ◦ Sciences Po Aix ◦ INSHS - CNRS

# Sommaire

<b>1/ Projet et stratégie à 5 ans</b>	<b>3</b>
1.1. Une convergence scientifique reconnue par les tutelles	3
1.2. Un projet scientifique construit par la communauté des chercheurs	5
1.3. Stratégie à 5 ans : ancrer la nouvelle unité dans son écosystème	7
Analyse SWOT	8
<b>2/ Structuration, effectifs et orientations scientifiques</b>	<b>9</b>
2.1. Les orientations scientifiques de l'unité	10
2.2. La structuration thématique de l'unité	11
Axe 1 / Socialisation, éducation et culture	11
Axe 2 / Migrations, mobilités, circulations	15
Axe 3 / Croyances et politique	19
Axe 4 / Dynamiques socio-spatiales et mobilisations politiques	23
Axe 5 / Violences, crises et conflictualités contemporaines	27
Axe 6 / Normes, déviations, savoirs de gouvernement	30
Thèmes transverses	35
2.3. Répartition des effectifs de chercheurs	37
2.4. Accompagnement des doctorants et suivi des thèses	39
2.5. Rayonnement et production de la connaissance	40
2.6. Partenariats scientifiques	42
<b>3/ Stratégie d'organisation et d'animation de l'unité</b>	<b>44</b>
3.1. La gouvernance de l'unité	44
3.1.1. Compétences du Conseil de laboratoire	45
3.1.2. Stratégie budgétaire	46
3.2. L'équipe d'appui à la recherche	47
3.3. Contexte institutionnel de développement de l'unité	50

## 1/ Projet et stratégie à 5 ans

### 1.1. Une convergence scientifique reconnue par les tutelles

Partageant des thématiques et des méthodes de recherche, les équipes du LAMES et du CHERPA ont, au cours des dernières années, multiplié les échanges et élaboré divers projets de coopération scientifique. Les enseignants-chercheurs et chercheurs de ces deux laboratoires ont en commun de s'intéresser à la dimension historique et transnationale des dynamiques de transformation des sociétés de la zone euroméditerranéenne. Ils portent une même attention aux changements qui traversent les structures institutionnelles de gouvernement de ces mondes sociaux. Sur le plan méthodologique, leurs recherches sont fortement ancrées dans une démarche combinant l'élaboration d'hypothèses ou de systèmes d'hypothèses théoriquement fondées et des perspectives inductives s'appuyant sur le croisement de méthodes ethnographiques (entretiens, observations, traces documentaires et archives) et quantitatives (séries de données). Cet ancrage dans les sciences sociales empiriques, situées et territorialisées, comparatives (dans l'espace et dans le temps), les disposent à une fréquentation assidue de la « fabrique pluridisciplinaire »<sup>1</sup>.

La perspective d'un rapprochement plus formalisé entre les deux laboratoires a été évoquée à partir du printemps 2018, au terme du processus d'évaluation conduit par le HCERES. Forts du bilan de ces unités, dont les experts du HCERES venaient de souligner à la fois le dynamisme et la qualité de la production scientifique, le directeur de Sciences Po Aix et le président d'Aix-Marseille Université ont souhaité, en concertation avec les responsables de l'InSHS du CNRS, explorer les voies et moyens de doter le site d'une nouvelle unité de sciences sociales capable de se positionner sur l'étude des permanences et des changements survenus et en cours dans les espaces méditerranéens et euroméditerranéens. Cette volonté de créer une entité commune s'inscrit dans un processus engagé dès 2012, avec le lancement du projet A\*Midex (IDEx initiée par AMU, dont le CNRS et Sciences Po Aix sont membres fondateurs) et consolidé par la Politique de site qui a été contractualisée en 2016 et qui associe les cinq grandes institutions académiques de la Région Sud (Aix-Marseille Université, École Centrale de Marseille, Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse, Université de Toulon et Sciences Po Aix). Pour la période contractuelle 2018-2022, cette Politique de site, adossée à l'association Aix-Marseille-Provence-Méditerranée (AMPM), a vocation à « établir un paysage cohérent de la recherche sur le site », en favorisant le développement et « le pilotage coordonné de structures de recherche »<sup>2</sup>. C'est dans le cadre de cette coopération renforcée entre leurs tutelles universitaires respectives qu'a été ouverte la piste d'un rapprochement entre le LAMES et le CHERPA, avec le projet de créer une nouvelle entité de recherche de SHS qui respecterait trois impératifs scientifiques : structurer des unités de taille suffisante à l'échelle du site, cultiver la pluridisciplinarité sur des thématiques stratégiques du

<sup>1</sup> Michel Offerlé, Henry Rousso, (dir), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

<sup>2</sup> Association Aix-Marseille-Provence-Méditerranée (AMPM) - Contrat de site 2018-2022, 2017.

[https://drh.univ-amu.fr/sites/drh.univ-amu.fr/files/iv\\_contrat\\_de\\_site\\_2018-2022\\_complet\\_vdef.pdf](https://drh.univ-amu.fr/sites/drh.univ-amu.fr/files/iv_contrat_de_site_2018-2022_complet_vdef.pdf)

site et parvenir à des unités en mesure de porter des projets scientifiques d'envergure internationale.

Dans son dernier rapport publié en 2015, le Comité d'Orientation Scientifique (COS) d'Aix-Marseille Université a rappelé le caractère hautement stratégique de la Méditerranée à la fois comme « champ d'investigation » pour le déploiement des recherches et comme espace de relations et de coopérations scientifiques. Le rapport souligne en effet que « le bassin méditerranéen » a acquis « une centralité de portée mondiale » et constitue « un laboratoire d'étude des phénomènes de complexité, de crise et de résilience ». La Méditerranée constitue également une zone traditionnelle d'exploration et d'échanges scientifiques pour les chercheurs de Sciences Po Aix. De hautes figures de l'Institut, comme Bruno Étienne ou Michel Camau (fondateur de l'IRMC à Tunis) en science politique ou Jean-Charles Jauffret en histoire, ont incarné ce tropisme méditerranéen dans ses programmes d'études et d'enseignement. Il en va de même pour le LAMES où les travaux de Michel Peraldi ou de Roger Establet ont durablement ouvert des champs d'étude sur les migrations et l'éducation en Méditerranée au-delà de l'immigration postcoloniale et des questions d'intégration des populations nouvelles.

#### **LES ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES DANS LA STRATÉGIE SCIENTIFIQUE D'AMU**

À propos des perspectives du PR2I Humanités (« Société, Culture, Échanges »), le COS insiste sur le développement des « Études méditerranéennes » : « Ce domaine joue un rôle à la fois stratégique et scientifique à AMU. Le premier aspect concerne la possibilité de jouer un rôle central dans l'établissement de liens et de réseaux entre les différentes universités et instituts de recherche du bassin méditerranéen. [...] Quant à l'aspect scientifique, les Études méditerranéennes sont l'un des piliers de la recherche en SHS à AMU. Ainsi se présente une occasion majeure de fédérer la recherche et de créer de nouveaux liens interdisciplinaires à l'intérieur d'AMU comme au niveau international. Bien évidemment, la MMSH et le LabexMed occupent déjà ici une position centrale et pourraient jouer un rôle décisif dans la perspective de construire une dynamique nouvelle, commune au champ tout entier des SHS à AMU [...]. » (p. 159)

« Ces programmes [développées à la MMSH, notamment] se concentrent sur le monde méditerranéen, ses similarités et différences, sa permanence et ses ruptures. Ces travaux représentent l'occasion de fédérer plusieurs équipes d'AMU, principalement dans le champ des SHS, issues de la Maison de la Recherche, dans le périmètre de "Droit, Économie et Gestion" et "Santé" et "Environnement". Dans ce contexte, AMU pourrait apporter son soutien à des programmes de recherche transversale sur des thèmes comme "les conflits", "la mémoire", "les échanges", "les territoires" et "les mobilités" (tous identifiés par le réseau européen Ramses2). Dans une perspective plus générale, une comparaison avec d'autres aires culturelles, avec comme base les Études méditerranéennes, offre la possibilité d'une perspective de recherche originale, ainsi que l'occasion de fédérer différentes démarches des études culturelles. Étudier le mélange d'identités, les antagonismes et les contrastes autour de la Méditerranée apporte de nouvelles sortes de connaissances interdisciplinaires et de nouvelles méthodologies qui peuvent être généralisées à d'autres domaines. » (p. 160)

Extraits du rapport 2015 du Comité d'Orientation Scientifique (COS) d'Aix-Marseille Université

## 1.2. Un projet scientifique construit par la communauté des chercheurs

L'impulsion des tutelles a immédiatement été relayée par les responsables de la Recherche des deux établissements qui ont mandaté les DU du LAMES et du CHERPA pour sonder l'intérêt au sein de leurs unités respectives pour un tel rapprochement. Dès le mois de février 2018, les DU ont initié des discussions, d'abord avec les responsables d'axes thématiques de leurs unités respectives, puis avec la communauté de leurs membres. Constatant le nombre et la variété des collaborations récentes, « naturelles », entre les chercheurs des deux unités et la richesse des possibilités ouvertes par une relation plus intégrée, les DU ont proposé un cadre de rencontres pour créer « par le bas » les conditions d'un recensement des thématiques sur lesquelles bâtir un rapprochement scientifiquement fécond. Le cycle des réunions amorcé en octobre 2018 et la démarche participative retenue par la communauté des chercheurs ont permis l'émergence de propositions innovantes qui ont été élaborées entre janvier et juin 2019 dans des groupes inter-laboratoires. Elles ont convaincu tous les personnels de défis stimulants à relever ensemble. Ces rencontres autour d'un travail collectif d'imagination sociologique ont engendré un réel enthousiasme au sein des deux unités à l'égard du projet de création d'un nouveau laboratoire.

Une rencontre à l'automne 2019 avec des représentants des tutelles de l'unité à venir a permis de s'assurer que celles-ci s'engageaient pleinement en soutien au projet. Un groupe projet inter-laboratoires d'une vingtaine de chercheurs des deux unités a alors travaillé à formaliser les propositions de façon à **conserver toute leur place aux programmes en cours**, validés par la précédente évaluation du HCERES, et à **ménager des moyens aux initiatives nouvelles** pour leur permettre de prendre corps dans la nouvelle unité et d'en tirer parti. Présenté à divers stades d'avancement lors de réunions plénières, ce travail de projection aboutit aux présents documents, composés d'un bilan de l'activité de chacune des unités de janvier 2016 à décembre 2019 et d'un projet d'activité pour la nouvelle unité sur les années 2021 et 2022 avec une stratégie de déploiement autour de 6 axes de recherche et de 2 thèmes transverses.

## LES GRANDES PHASES D'UN PROJET COLLECTIF

### ■ NOVEMBRE 2017 – JUIN 2018

#### PHASE 1 : EXPLORATION DE L'OPPORTUNITÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE LE CHERPA ET LE LAMES

- Automne 2017 : Contacts entre les gouvernances des deux tutelles universitaires sur l'opportunité d'un rapprochement entre les laboratoires CHERPA et LAMES
- Décembre 2017 : Contacts entre les gouvernances des tutelles universitaires et l'InSHS
- Janvier 2018 : Premières rencontres entre les directeurs des deux unités (Ph. Aldrin et P. Fourmier) sur la perspective d'un rapprochement
- Février-avril 2018 : Échanges au sein de chaque unité entre les directeurs d'unité, les responsables de pôles thématiques et les tutelles. Inventaire des collaborations passées, présentes et programmées entre les deux unités
- Juin 2018 : Présentation de la perspective de rapprochement et de l'inventaire des collaborations lors de l'AG de chaque unité

### ■ SEPTEMBRE 2018 – JUILLET 2019

#### PHASE 2 : PROCESSUS PARTICIPATIF D'ÉMERGENCE DU PROJET SCIENTIFIQUE

- Cycle de réunions internes sur le projet : 8 réunions au CHERPA, 9 réunions au LAMES
- 4 réunions inter-laboratoires :
  - 12 octobre 2018 (ESPE) : Réunion des chercheurs des deux unités - Présentation des thèmes et des programmes de recherche respectifs / retour sur les nombreuses collaborations inter-laboratoires passées
  - 14 novembre 2018 (CHERPA) : Réunion d'une délégation de chercheurs des deux unités - Accord sur les points suivants : méthodologie collaborative de construction du projet (appel à propositions sur des thèmes transversaux, calendrier et journée de capitalisation avant l'été 2019), périmètre disciplinaire de la future unité (proposition pour un élément de l'intitulé de l'unité : « sociologie et études politiques »)
  - 7 janvier 2019 (LAMES) : Réunion du groupe de travail inter-laboratoires (création d'une CVthèque des membres des 2 unités, d'une mailing-list commune, appel à constitution de groupes de travail ouverts autour de projets transversaux à capitaliser en juin)
  - 6 juin 2019 (LAMES) : Séminaire dit de « capitalisation » sur les 12 initiatives inter-laboratoires diffusées à l'ensemble des membres de deux unités via la *mailing-list* commune
- Juin-Juillet : Rencontres des DU avec les tutelles : Sciences Po Aix (14 juin), AMU (3 juillet) et CNRS (5 juillet)

### ■ RENTRÉE 2019 – PRINTEMPS 2020

#### PHASE 3 : PROCESSUS INSTITUTIONNEL / RÉDACTION DU PROJET D'UNITÉ

- Septembre 2019 : Installation d'un groupe de projet inter-laboratoires / Rencontre des DU avec les SG des unités sur les enjeux de la future organisation des équipes d'appui
- 6 novembre 2019 : Rencontre avec les représentants des tutelles (Sciences Po Aix, AMU et CNRS) : Attendus du projet, calendrier de préparation, de validation et de mise en œuvre / Ressources (budget, personnels) et gouvernance de la future unité bi-sites
- Décembre 2019-janvier 2020 : Réunions du groupe de projet pour l'élaboration et l'écriture du projet scientifique en concertation en continu avec les chercheurs, doctorants et personnels
- 21 janvier : Réunion d'information des personnels des deux unités pour valider la structuration de l'unité en projet et préparer la rédaction finale des axes programmatiques
- Février-mars 2020 : Collecte et mise en forme des éléments de bilan de l'activité dans les deux unités
- Avril 2020 : Mise en forme du projet de nouvelle unité

### 1.3. Stratégie à 5 ans : ancrer la nouvelle unité dans son écosystème

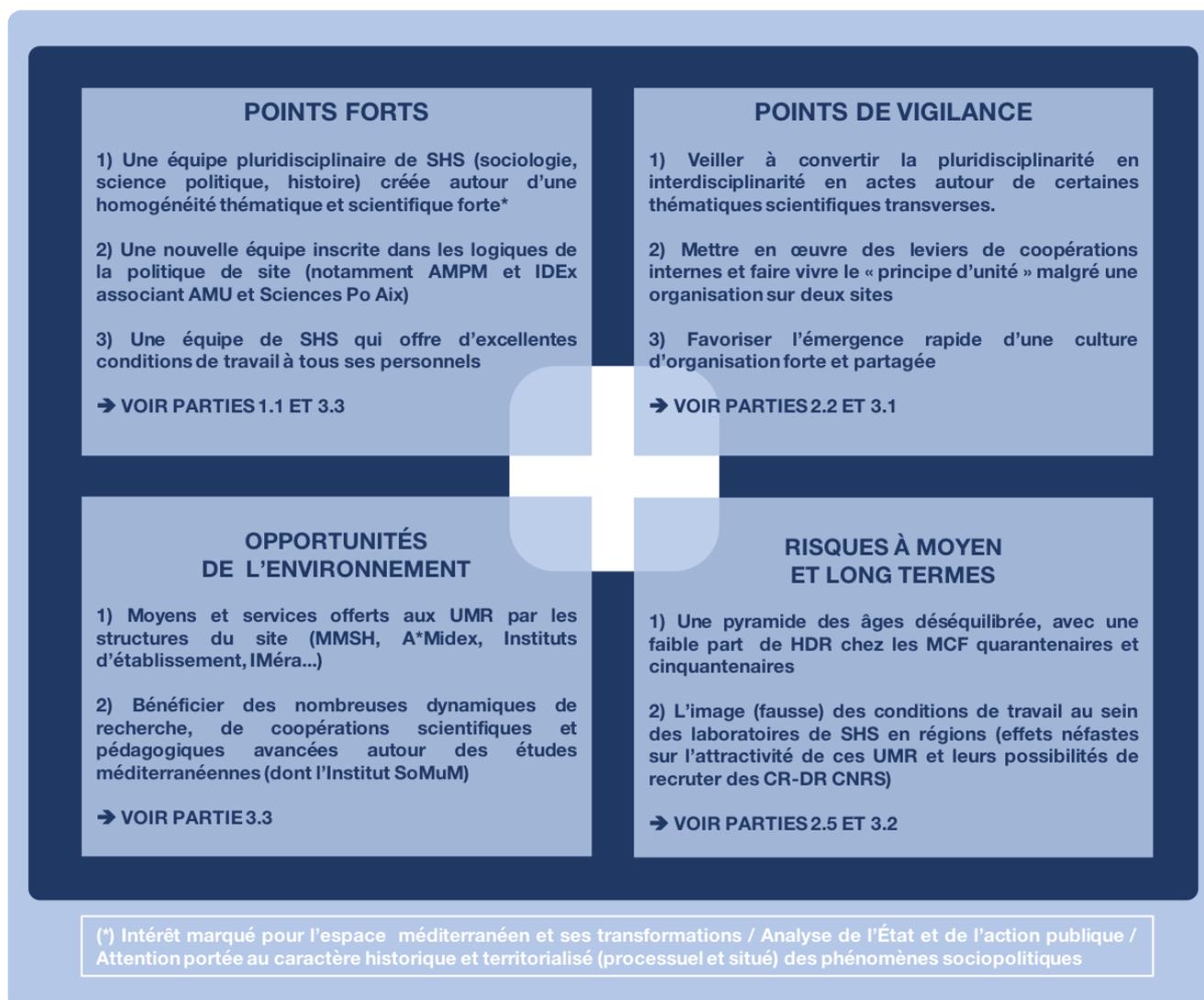
La création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques<sup>3</sup> réunit au sein d'une seule et même unité pluridisciplinaire des chercheurs en SHS du site qui présentent des proximités en termes d'**objets** (les institutions de gouvernement, l'action publique, les circulations internationales, les inégalités sociales, la socialisation scolaire, les questions environnementales, les conflictualités et les crises, les tensions normes/déviance), de **méthodes** (parti pris pour les démarches empiriques appliquées à des objets situés temporellement et spatialement, intérêt pour le renouvellement des pratiques d'enquête, d'analyse et d'écriture des SHS) et de **questionnements** (observer, mesurer et comprendre les transformations sociales et politiques ; analyser la conception, les instruments et la mise en œuvre de l'action publique et leurs contestations ; étudier les phénomènes circulatoires dans les échanges interculturels et interétatiques ; explorer les aspects concrets et localisés de la mondialisation comme du développement des pratiques associées au numérique). Dans le déploiement de ses programmes de recherche, cette nouvelle unité entend s'intéresser, mais sans exclusive, à l'espace euroméditerranéen. Ce monde à l'interface de l'Afrique, de l'Europe et du Proche-Orient constitue à la fois un champ d'investigation privilégié, c'est-à-dire un ensemble de terrains d'enquête et d'étude pluridisciplinaires sur les transformations des sociétés contemporaines mais aussi un cadre prioritaire pour des coopérations académiques et scientifiques.

Les derniers rapports de conjoncture des sections SHS du CNRS soulignent la très forte concentration des laboratoires et des chercheurs sur la région parisienne. Sur ce point, la lecture des rapports rédigés en 2019 par les sections 36 et 40 confirme l'existence et même le creusement d'un déséquilibre territorial patent au profit de la région parisienne et appelle à l'émergence de nouvelles unités en région. Le projet de création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques s'inscrit très étroitement dans cette volonté de doter le sud-est de la France d'une nouvelle unité qui combine deux processus remarquables : l'organisation d'un centre de recherche pluridisciplinaire autour d'une vaste thématique commune et la concrétisation d'une dynamique de mutualisation des potentiels scientifiques, intégrée à la logique de site. En effet, la particularité du Centre de Sociologie et d'Études Politiques est de rassembler des enseignants-chercheurs d'Aix-Marseille Université et de Sciences Po Aix, aux côtés de chercheurs du CNRS, qui partagent un intérêt scientifique marqué et reconnu pour l'action de l'État, la dimension transnationale des dynamiques de changement, les processus de circulation (d'acteurs spécialisés et d'experts, de modèles de gouvernement des territoires et des populations, de répertoires d'action, de biens matériels et immatériels) qui sont aujourd'hui à l'œuvre dans les mondes sociaux comme dans les structures politiques de l'espace euroméditerranéen. Très actifs, comme en témoignent le volume et la qualité de leur production scientifique, les enseignants-chercheurs et chercheurs du LAMES et du CHERPA

<sup>3</sup> Le nom donné à l'unité en création n'a pu être validé comme prévu par une Assemblée générale des personnels en raison du contexte de confinement. Pour faciliter la lecture de ce dossier, les porteurs ont fait le choix d'utiliser un intitulé générique : Centre de Sociologie et d'Études Politiques. Des propositions d'intitulés sont toutefois mentionnées en dernière page du dossier. Elles seront soumises à la discussion des collègues dès que possible. De même, le dossier fait état de deux porteurs de projet : les directeurs des deux unités impliquées. Et les animateurs d'axe de la future unité sont mentionnés avec leur accord mais attendent une validation collective en AG.

unissent leur énergie pour construire un centre de recherche qui permettra d'animer et de structurer de manière plus déterminante un segment des SHS aujourd'hui fragmenté entre plusieurs centres de taille intermédiaire.

## Analyse SWOT



## 2/ Structuration, effectifs et orientations scientifiques

Le projet de rapprochement du LAMES et du CHERPA est le fruit d'une double volonté. D'une part, la détermination des tutelles universitaires dans le prolongement de la politique de site. D'autre part, le souhait des chercheurs des deux unités, ayant en commun nombre de points d'intersection thématiques et méthodologiques dans leurs travaux, de fonder une nouvelle entité de recherche en SHS.

Cette volonté est confortée par un objectif partagé par les deux laboratoires : répondre à des appels à projets vis-à-vis desquels la petite taille de chacun constitue un handicap majeur dans les critères d'évaluation. Dès lors, dans la logique de la politique de site dont sont membres leurs tutelles, AMU et Sciences Po Aix, le LAMES et le CHERPA ont considéré comme une opportunité scientifique leur intérêt partagé pour l'action publique et la complémentarité de leurs approches. Dans le précédent contrat, le LAMES identifiait l'action publique comme un thème qui sous-tendait ses différents axes de recherche. Les chercheurs issus de ce laboratoire vont désormais pouvoir enrichir sur ce point leurs travaux individuels et s'inscrire dans des projets collectifs sur la circulation de savoirs et savoir-faire éducatifs et culturels, sur les dynamiques sociales territorialisées liées aux problématiques environnementales (risques industriels par exemple) ou sur les recompositions migratoires en Méditerranée qui feront encore davantage sens en travaillant aux côtés de spécialistes de l'action publique, historiens et surtout politistes. Au CHERPA, les questions de gouvernance, qu'elles soient abordées sous l'angle des religions, des ingénieries de gouvernement ou des enjeux de défense, constituent autant d'analyses de l'action publique qui nécessitent un questionnement sur les phénomènes sociaux qu'elle produit ou qui l'accompagnent, qui profitera d'un regard expert développé au LAMES sur les pratiques des acteurs et des publics des institutions scolaires, culturelles ou des collectivités territoriales face à des questions à forts enjeux environnementaux.

Un intérêt marqué pour les sociétés euroméditerranéennes caractérise également les deux laboratoires. Sur cette base, la nouvelle entité présentera la taille suffisante pour non seulement maintenir mais aussi enrichir les dynamiques de recherche préexistant au rapprochement tout en les inscrivant dans un projet scientifique global. Plutôt que de compléter les équipes de projet par des rapprochements ponctuels avec d'autres équipes à la faveur de tel ou tel appel d'offre, cette complémentarité interne à une unité de taille plus conséquente permettra de concentrer sa politique de coopération sur des équipes d'universités étrangères qui la placeront en capacité de mieux répondre à des appels à projets européens.

Le processus de rapprochement rythmé par un grand nombre de réunions, l'écriture collaborative du projet scientifique avec l'ensemble des collègues et la prise en charge de l'écriture finale par un groupe de travail mixte aux deux unités permettent d'attester d'une implication de toutes et tous, à la fois pour actualiser les axes reprenant des thématiques historiques de chacun des deux laboratoires, pour dessiner les axes novateurs et pour repérer les premières questions transversales qui sont proposées à l'agenda de toute l'unité. Cette dynamique de fécondation et d'enrichissement est appelée à se poursuivre au fur et à mesure de l'intensification de la vie de la nouvelle entité, par la mise en place des séminaires d'axes

et de séminaires transversaux, avec la possibilité de réajuster à la marge le projet à la faveur du calendrier contractuel de la vague C.

## 2.1. Les orientations scientifiques de l'unité

Les réunions inter-laboratoires qui ont présidé au présent projet de création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques ont permis de relever les objets, terrains ou méthodes que partageaient les chercheurs des deux unités de recherche. Signalée par plusieurs coopérations majeures conduites au cours des dernières années par des chercheurs du LAMES et du CHERPA<sup>4</sup>, cette communauté d'intérêts intellectuels s'organise autour de l'étude des transformations des sociétés contemporaines, dans une perspective transnationale, et se caractérise par des questionnements qui rencontrent les modalités d'intervention des institutions de gouvernement, les acteurs étatiques, les politiques publiques et leurs « ressortissants » (qu'ils soient consentants ou contestataires). Si les terrains choisis pour conduire les investigations sont très variés (sociétés européennes ou méditerranéennes ; espaces urbains, périurbains ou zones rurales), les recherches portent une attention particulière, d'une part, à l'action publique et aux processus collectifs qui se nouent autour de ses évolutions, qu'il s'agisse de l'élaboration et de la mise en œuvre de nouvelles politiques, de séquences de réformes gouvernementales, de projets d'aménagement (industriels ou urbains) ou de plan de reconversion d'activités ou de sites (comme les friches industrielles) et, d'autre part, aux formes d'incertitude de cette action publique, aux formes d'autonomie des groupes sociaux, marquées par les solidarités et les conflits, les subjectivités, les réappropriations et les mobilisations sociales et culturelles. En somme, les chercheurs désormais réunis au sein du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, qu'ils soient sociologues, historiens ou politistes, ont en commun le parti pris d'étudier empiriquement, de façon longitudinale et *in situ*, les manifestations de l'État (au sens générique des acteurs institutionnels détenant la légitimité de l'autorité), les logiques et savoirs qu'elles traduisent, mais aussi les actions, réactions ou oppositions qu'elles suscitent. Cela réclame d'étendre le regard vers la perception de ce qui fait norme, vers la socialisation aux formes réglées comme au jeu avec les marges, vers les discriminations.

Au-delà de ces problématiques communes, les échanges préparatoires à l'élaboration du projet scientifique du Centre de Sociologie et d'Études Politiques ont aussi et surtout permis de mettre en évidence de fortes proximités dans les manières de faire de la recherche en SHS : intérêt pour la dimension territorialisée des processus sociaux et politiques nourri de la variations des échelles temporelles et spatiales ; pratique régulière de l'enquête collective ; approche ouverte aux diverses traditions disciplinaires des SHS. Dans le prolongement des activités et publications de chercheurs du LAMES et du CHERPA, le Centre de Sociologie et d'Études Politiques entend initier une réflexion interdisciplinaire sur les méthodologies déployées pour observer, collecter et interpréter des données d'enquête, inférer et produire des systèmes d'hypothèses explicatives sur les processus étudiés. Parce que cette nouvelle

<sup>4</sup> Sans remonter à Pierre Fournier, Sylvie Mazzella (dir.), *Marseille, entre ville et ports* (2004), on peut citer plusieurs opérations récentes ayant conduit à des ouvrages publiés (C. Traïni (dir.), *Emotions et expertises*, 2015, Laura Centemeri, Stéphanie Dechézelles, Maurice Olive, colloque de 2015 autour des lieux de conflit et conflits de lieu) ou en préparation (avec Stéphanie Dechézelles, Pierre Fournier, Cesare Mattina à partir d'une recherche autour des territoires des énergies non carbonées en France et en Italie, avec Philippe Aldrin, Pierre Fournier, Yves Mirman à partir d'un colloque sur les terrains et chercheurs sous surveillance en 2018).

unité réunit des chercheurs puisant à divers répertoires méthodologiques (archives, observations, entretiens, traitements de bases de données, exploitation de *data*, supports textuels et visuels, production culturelle et artistique...), l'unité souhaite devenir un pôle actif de réflexion épistémologique. Les thématiques transversales « Images et sciences sociales » et « Penser la différence (cas/séries, normalité/exceptionnalité) » seront les premiers espaces de rencontre et discussion pour animer cette dimension de la politique scientifique de la nouvelle unité.

Les résultats des recherches menées dans le cadre de la nouvelle unité bénéficieront d'une attention toute particulière portée aux conditions de leur mise en visibilité dans la communauté scientifique et dans la société. Celle-ci est à la fois objet des recherches de l'unité et soutien de ces travaux à travers le financement qu'elle apporte à la recherche publique. Les recherches abouties seront soumises à l'évaluation des pairs dans le cadre d'une édition sous forme d'articles scientifiques dans des revues reconnues. D'autres formats permettront une diffusion des résultats à un public plus large : grâce à l'édition ouverte d'ouvrages et à l'exploration de formes nouvelles de présentation de la recherche, veillant à ne pas escamoter le processus de production de connaissances et assurant la mise à disposition des données de la recherche qui peuvent l'être. Ces publications seront systématiquement indexées comme archives ouvertes.

Les stades de la réflexion en amont de ces publications seront aussi rendus accessibles par recours à des billets de carnets électroniques de recherche de la plateforme *OpenEdition*. Ils concerneront de premières formulations de résultats de recherche mais aussi des échanges entre chercheurs à l'occasion d'interventions d'invités en séminaires ou colloques, dont les communications les plus significatives seront captées et mises en ligne pour être discutées dans l'unité et au-delà.

## 2.2. La structuration thématique de l'unité

Le projet scientifique du Centre de Sociologie et d'Études Politiques s'organisera autour des six axes thématiques dégagés par les travaux préparatoires du groupe de projet inter-laboratoires. Les pages qui suivent présentent successivement chacun de ces axes thématiques, détaillant ses champs d'investigation prioritaires, ses appuis dans des recherches déjà engagées et les perspectives de coopération intra et inter-laboratoires.

### Axe 1 / Socialisation, éducation et culture

Cet axe s'intéresse aux actions de socialisation structurantes pour le cycle de vie des individus. Les travaux portent ainsi sur différents âges (petite enfance, enfance, « jeunesse », entrée dans la vie adulte, etc.) ainsi que sur les instances ou institutions qui servent de cadre à ces actions (la famille, l'école, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur et les politiques publiques, notamment culturelles). Il se fonde sur une conception interactive de la socialisation, non réductible à un processus unilatéral d'apprentissage, mais plutôt définie comme relation d'échanges entre générations, que ces rapports soient de solidarité ou d'entraide, de transmission (de savoirs, de biens matériels ou symboliques...) ou bien de

concurrence ou de conflit. L'originalité de cet axe consiste en une approche transversale qui entend relier, par l'analyse des pratiques sociales, les domaines sectoriels de la sociologie de la famille, de l'éducation, de l'art et de la culture.

*Mots-clés : Socialisation, éducation, culture, inégalités, démocratisation, famille, enfance, jeunesse, enseignement, curricula, formation professionnelle, art, littérature, lecture, publics, médiation, création, représentations sociales.*

### **Objets, terrains, problématiques de l'axe 1**

Par-delà la variété empirique de leurs objets d'étude, les travaux réunis sous cet axe scientifique, ainsi que leurs prolongements à venir, ont en commun une démarche de recherche s'appuyant sur :

- Les recherches en sociologie de la socialisation, de la famille, de l'enfance, de la jeunesse, du genre, de l'éducation, des élites, des arts, de la littérature, de la lecture, de la culture et du politique, des institutions ainsi que de la démographie.
- Une approche longitudinale qui entend réintroduire l'histoire (tant biographique que diachronique) au cœur de l'analyse des modes de vie et favoriser ainsi, en appréhendant les pratiques sociales dans leur dimension temporelle, la compréhension de leurs modes d'engendrement et de rationalité.
- Des méthodes d'enquête qualitatives et quantitatives, faisant appel au jeu sur les échelles, en utilisant la comparaison du local à l'international.
- Des terrains d'enquête à la fois locaux (région Sud), nationaux (recherches sur des programmes et dispositifs à l'échelle de la France, comparaisons interrégionales) et internationaux (en particulier autour des espaces euroméditerranéen et anglophone). Les analyses développées questionnent les circulations qui se jouent à différentes échelles, verticalement ou horizontalement, et les transformations des processus auxquels elles peuvent donner lieu (ou non).
- Une attention particulière aux processus inégalitaires et discriminatoires, qu'ils soient basés sur les appartenances sociales, genrées, ethno-raciales, générationnelles, etc. afin de mieux appréhender les formes contemporaines de domination et de reproduction sociales ; les mécanismes, processus et représentations qui les sous-tendent ainsi que leurs modes de transmission.

### **Les 3 champs thématiques de l'axe 1**

#### **i) Mutations des liens de famille, des âges de la vie et des rapports entre générations**

Un premier champ thématique de l'axe porte sur l'étude des transformations et de l'évolution des liens sociaux au sein de la famille, des différents âges de la vie ainsi que l'étude des rapports entre les générations. Il s'articule autour d'une double approche sociologique et démographique.

Une partie des travaux de ce champ interroge les différents âges de la vie (enfance, adolescence, jeunesse, vieillesse...) et leurs mutations. Une sociologie de l'enfance se dessine notamment en interrogeant les politiques de l'enfance et de la famille, en particulier sur les questions liées au statut, à l'intérêt de l'enfant et aux nouvelles figures de l'enfance (Thierry Blöss, Nathalie Chapon). Les travaux portant sur l'adolescence et la jeunesse

s'intéressent à la culture adolescente, aux activités extrascolaires des adolescents et des jeunes adultes ainsi qu'aux aspects formels et informels de leurs activités et aux relations sociales (entre pairs, au sein de la famille, etc.) à cet âge (Heri Rakoto). D'autres travaux questionnent le vieillissement au sein des sociétés contemporaines et ses conséquences sociales, à l'échelle européenne et méditerranéenne (Thierry Blöss, Isabelle Blöss-Widmer).

Les recherches démographiques de ce champ (DemoMed) portent sur les causes et conséquences de l'évolution des structures par âge et par sexe (pyramide des âges) des populations méditerranéennes aux différents niveaux des territoires (Isabelle Blöss-Widmer, Sébastien Oliveau). Elles interrogent aussi les déséquilibres d'âge, de sexe, de même que les transformations familiales en cours en Méditerranée (structures des ménages et évolution des modèles familiaux) en tentant de les rapprocher de différentes théories existantes : Seconde Transition Démographique, diffusion, *gender revolution*, modèle de désavantage, mondialisation. Les réflexions portent aussi sur les déterminants individuels des choix en matière de fécondité et de conjugalité (rapports hommes-femmes, conciliation vie professionnelle et familiale). Ces déterminants des intentions et les obstacles à leur réalisation sont replacés dans un contexte plus général : normatif, politiques publiques, marché du travail...

## ii) Éducation, pédagogie et politiques scolaires en France et en Europe

Un deuxième champ thématique s'intéresse aux dispositifs éducatifs, à la production et la circulation des savoirs, savoir-faire et connaissances entre différentes sphères sociales et différents espaces éducatifs. Ces processus sont étudiés à différents niveaux du système éducatif : maternelle et élémentaire (Ariane Richard-Bossez), secondaire (Nasser Dendani, Heri Rakoto, Ariane Richard-Bossez, Philippe Vitale) et supérieur (Magali Ballatore, Constance de Gourcy, Nasser Dendani, Philippe Vitale), à partir d'objets variés : *curricula* (formels, en actes ou cachés), technologies numériques, programmes d'accompagnement à la réussite scolaire, de mobilité, ou encore de politiques mémorielles. Plus largement, au travers de ces objets, il s'agit de questionner les mutations de l'institution scolaire et universitaire. Les inégalités scolaires, sociales et spatiales sont ici particulièrement étudiées, en interrogeant les dispositifs et processus qui concernent tous les publics, des moins favorisés aux élites de la mondialisation.

Saisir le rôle de l'Europe dans la production et la diffusion d'une rationalité scolaire est important au sein de ce champ, comme saisir l'ampleur de la circulation des catégories et leurs effets socialisateurs sur les publics. On pense ici par exemple aux recherches en cours portant sur l'étude de la fabrique des politiques scolaires (analyse des circuits d'écriture des programmes, des jeux/conflits d'acteurs et des processus de négociations) mais aussi à celles qui interrogent plus directement le travail au quotidien des *street-level bureaucrats*. Ces recherches s'intéressent à la question de la mise en administration et au travail de politisation des catégories d'action publique sur le champ des politiques éducatives : citoyenneté, égalité des chances, lutte contre la « radicalisation », éducation aux médias (Renaud Cornand, Camille Floderer, Vanille Laborde, Magali Nonjon, Ariane Richard-Bossez, Aude Signoles). Ces perspectives invitent à intégrer dans les terrains étudiés, les analyses relatives aux politiques pédagogiques portant sur la formation des adultes. Ces travaux ont pour objet les professionnels de l'éducation dans une dimension élargie, en rappelant la nécessité d'étudier aussi la place des acteurs intermédiaires, ceux qui proviennent d'autres champs professionnels (journalistes, consultants, nouveaux professionnels de la gestion du religieux, etc.) mais qui n'en impactent pas moins la fabrique des politiques éducatives et leurs modes

de réception. Plus largement, ces études invitent à prendre la mesure des apports relatifs au croisement des champs de la sociologie de l'éducation et de la sociologie politique et des politiques éducatives.

### **iii) Art, littérature, culture : pratiques, publics, institutions, formes symboliques**

Le troisième champ thématique de l'axe explore les différents moments des formes artistiques et littéraires : création, diffusion, médiation, réception des œuvres, s'attachant aussi aux œuvres elles-mêmes par l'analyse des voix sociales qui les traversent. Sont étudiées les formes artistiques et culturelles contemporaines (arts visuels, littérature, musique, photographie, théâtre...) et leurs publics. Les travaux menés dans ce champ s'intéressent particulièrement à la manière dont se construisent et se transforment les usages et rapports sociaux et esthétiques des individus avec les arts et la culture, prenant en considération la diversification des logiques de participation, observant des formes de réception nouvelles, en voie de mutation. Les travaux s'intéressent également aux institutions culturelles telles les musées et les bibliothèques, différents lieux de diffusion des arts et de la culture (musique, théâtre, etc.) qui jouent un rôle important dans le procès d'éducation en dehors des institutions scolaires et familiales (Sylvia Girel). Ils portent également sur les politiques culturelles, associées aux politiques urbaines dans le cas des bibliothèques et des musées. Ce faisant, la culture est envisagée dans un sens large intégrant toutes les formes de cultures, de la culture scientifique à la culture numérique, en passant par les cultures de loisirs ou les nouvelles formes de culture contemporaine.

Sont aussi travaillés la réception d'objets peu étudiés, comme le cadavre dans l'art ou les grossesses, maternité et violence féminine dans la littérature par Fabienne Soldini ; d'objets innovants comme la médiation numérique (Sylvia Girel) ou les sociabilités lectorales numériques (Fabienne Soldini) ; ou encore controversés comme l'architecture rationaliste d'époque fasciste en Italie (Stéphanie Dechézelles). Les œuvres littéraires et artistiques sont considérées comme des formes de discours et des modes d'expression de la pensée sociale permettant d'appréhender des objets sociaux aussi variés que le genre, la mort ou la violence, au prisme de leurs représentations (Fabienne Soldini), ainsi que les tensions susceptibles d'émerger autour de la requalification patrimoniale d'édifices ou de monuments érigés sous des régimes de type dictatorial ou totalitaire, faisant l'objet d'un important discrédit (Stéphanie Dechézelles).

Certaines des thématiques travaillées (démocratisation des pratiques culturelles, formes de médiation/transmission-réception, politiques culturelles, institutions culturelles, usages des technologies numériques, patrimoine, genre, maternité, enfance...) permettent également de mener des réflexions communes aux travaux sur l'éducation et la famille. La question des débats et pratiques en matière de formation continue des professionnels de la culture, de la médiation et du tourisme, abordée par plusieurs membres de l'axe 1, permet également d'ouvrir des passerelles entre les travaux sur l'éducation et ceux portant sur la culture.

#### **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 1**

##### ***Adossements institutionnels / Partenariats***

Les recherches de l'axe s'effectuent en partenariat avec les institutions culturelles et éducatives locales, régionales, nationales (ministères de la Culture, de l'Éducation nationale, des Outre-mer, MuCEM, Rectorat, Inspé, A\*Midex, Fédération SFERE-Provence...), mais aussi avec des groupes de recherches et laboratoires de différents pays européens : GenderMed (MMSH), MiMed (MMSH), « Image, écritures transmédias et sciences sociales »

(InSHS/CNRS), RESEIDA (Paris), Triangle (Lyon), ECP (Lyon), OSAT (Oxford), MEMOTEF (La Sapienza, Rome), WISERD (Wales), GIRSEF (Belgique), ITI LETHICA (Strasbourg), Créamed (Nice), Labex « Les passés dans le présent ». Les membres de l'axe participent aussi à l'édition scientifique : *Sociologie de l'Art*, *Convergences francophones* (Canada), *Journal of International Mobility – Moving for Education, Training and Research*

### **Formation à / par la recherche**

Licence et Master du département de sociologie d'Aix-en-Provence.

Masters de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (Inspé) : Master MEEF (Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation), Master Métiers de la Recherche et de l'Expertise en Éducation, Master Conception et management de formations en Prévention des Risques Professionnels, Master Responsable de formation.

Licence et Master de médiation culturelle, Master Administration des institutions culturelles

Masters de Sciences Po Aix : « Dynamiques politiques et mutations des sociétés », « Politiques européennes et action transnationale » et « Géostratégie, défense et sécurité internationale », « Métiers de l'information : communication, médias et *lobbying* »

Ecole doctorale 355 (Espaces, cultures et sociétés)

### **Appontements avec les autres axes de l'UMR**

Les migrations sont interrogées à partir de la mobilité enseignante, étudiante et de la mobilité des diplômés du supérieur. La question de la scolarité des enfants immigrés traverse également certains travaux.

La religion est également présente au sein des travaux portant sur l'éducation à la citoyenneté et la laïcité.

L'ensemble des travaux en cours menés autour de la fabrique des catégories d'intervention publique légitimes sur le domaine des politiques éducatives croisent les préoccupations développées par les chercheurs de l'axe 6, tout comme l'intérêt accordé aux processus de « mise en administration » des enjeux de « démocratisation scolaire », de luttes contre la « radicalisation », de fabrique du « bon citoyen ».

Les questions du genre et des inégalités sont transversales aux différents axes de l'UMR.

## **Axe 2 / Migrations, mobilités, circulations**

Profitant du caractère pluridisciplinaire de la nouvelle unité, l'axe engage une démarche réflexive sur le renouvellement des cadres de pensée dans ce domaine de recherche :

- I) par le décloisonnement disciplinaire (entre sociologues, politistes, démographes, géographes et historiens) et méthodologique (méthodes mixtes quantitatives et qualitatives),
- II) par le décloisonnement de champs théoriques entre migration/immigration d'une part et migration/mobilité d'autre part.

Les recherches de cet axe font ainsi dialoguer la question migratoire et différentes formes de mobilités spatiales et de circulation. Les travaux sont orientés principalement sur l'aire européenne et méditerranéenne, en intégrant les lieux de départ, de passage et d'accueil, ainsi que des zones, routes et points de passage et/ou de blocage des migrations. Les focales peuvent s'appliquer aux pays de départ, d'accueil et de transit ou d'expulsion, tout en devant tenir compte des évolutions rapides des routes migratoires. De la même manière les périodisations pourront privilégier des formes de temporalité longues ou courtes, selon les processus et contextes : départ, exil, attente durable, installation, retour, mais aussi expériences coloniale et néocoloniale, déplacements forcés, crises environnementales et climatiques. Les programmes déclineront les investigations sur ces problématiques de déplacement jusqu'aux aspects touchant aux structures familiales, aux rapports de genre, aux

formes de travail, aux modèles éducatifs, aux mémoires individuelles et collectives, aux modes d'habitat et rapports à l'espace, y compris dans leurs aspects sécuritaires ou de mobilisation.

*Mots-clés : Mobilités internationales, migrations contraintes/volontaires, politiques migratoires et d'accueil, subjectivités migrantes, familles et migrations, circulation des pratiques et des savoirs, espace euroméditerranéen, transnationalisme, enquêtes multi-situées*

## **Objets, terrains, problématiques de l'axe 2**

Un des défis de cette thématique tient au nécessaire et toujours renouvelé travail de définition et de délimitation, tant sociologique, démographique, géographique que politique et historique des concepts de migration et de mobilité. Le terme de « mobilité » par exemple, dans le champ des sciences sociales, est profondément polysémique. En ce qui concerne les mobilités spatiales, c'est-à-dire les déplacements des populations dans un espace physique, les travaux des démographes et géographes rattachés à cet axe s'attacheront à comprendre et mesurer quatre grandes catégories de mobilités différenciées selon deux dimensions, l'une temporelle, l'autre spatiale. Il s'agit des mobilités quotidiennes (internes au bassin de vie et de temporalité courte), des mobilités résidentielles (internes au bassin de vie mais de temporalité longue), des voyages (vers l'extérieur du bassin de vie, temporalité courte) et surtout des migrations (vers l'extérieur du bassin de vie, temporalité longue). La référence à des temporalités et à des espaces de vie bien définis est exigée des démographes pour garantir une comparabilité des données dans le temps et dans l'espace compte tenu de la diversité des pratiques des instituts statistiques et des organisations internationales en charge du recueil des données de mobilité aux différents niveaux du territoire (national et infra-national). Les statistiques sur les migrations internationales sont en effet celles qui posent le plus de difficultés aux démographes (définitions non partagées entre nations, appareils statistiques non intégrés, entrées légales/illégales) et nécessitent une réflexion particulière en relation avec les différentes populations de migrants ciblées (réfugiés, mineurs, femmes...) (Isabelle Blöss-Widmer).

En termes de terrains d'enquête, de mesure et de spatialisation des phénomènes, les recherches des sociologues et politistes pourront s'intéresser de manière plus ou moins articulées aux aspects micro-localisés, aux approches des niveaux territoriaux intermédiaires dans les mises en œuvre de politiques notamment, et aux contextes macrosociologiques et historiques des dispositifs d'action et des phénomènes à différentes échelles. C'est le cas pour la question des identités, la notion de frontière ou encore les temps de crise aiguë. Les terrains à risque posent en particulier des questions sur les moyens d'accéder aux sources pour les sciences sociales. Cette variété de situations investiguées a des conséquences enfin sur les choix et les combinaisons possibles d'options méthodologiques en fonction des sources disponibles, des outils, des données (enquêtes multi-situées, données quantitatives, *big data*...), des traditions épistémologiques des disciplines représentées dans l'axe.

## **Les 3 champs thématiques de l'axe 2**

Les chercheuses et chercheurs qui partagent ces thématiques s'intéressent à trois types d'acteurs et d'objets en mouvement.

### **i) Une diversité des formes de mobilité internationale**

Les migrations ont connu d'importantes mutations du point de vue des formes d'expérience avec la révolution des transports et des communications à distance et par les changements

politiques des rapports aux mobilités marqués par leur politisation, par la complexification des droits de séjour et d'accès à la citoyenneté, par les transformations des spatialisations des capitaux et des marchés du travail. Les mouvements humains se sont dans le même temps diversifiés et massifiés avec des circulations et des statuts migratoires multiples (exilés, déplacés, touristes, étudiants et diplômés, chercheurs, artistes, entrepreneurs et commerçants, élites, mineurs isolés, travailleurs mobiles et détachés, combattants et mercenaires...). Les phénomènes de féminisation, de rajeunissement et de tertiarisation se sont aussi renforcés et segmentés (Constance de Gourcy). Une attention sera enfin portée aux migrations internes et environnementales dans les sociétés méditerranéennes, à l'usage des TIC en migration et aux reconfigurations territoriales/urbaines qui en résultent par-delà les rapports hérités de la décolonisation (Yolande Benarrosh).

## **ii) Politiques migratoires et d'accueil : acteurs, institutions, espaces**

Concernant les institutions de la mobilité, les réseaux d'acteurs combinent agents publics et privés, et cela à des échelles, locales, nationales et internationales, toujours plus complexes et imbriquées (organisations internationales telles que l'OIM ou le HCR, externalisation vers l'expertise privée de la gestion du contrôle et du retour). C'est le cas notamment avec le développement et la généralisation d'outils et de technologies associés à la mobilité comme la cartographie ou la surveillance par exemple ; avec différents territoires mobilisés pour gouverner les déplacements de populations. Les formes de mobilisation des sociétés civiles sur la question des migrations, sont, elles aussi, marquées par une structuration et une politisation combinant expressions de la xénophobie et engagement pour la mobilité, l'accueil et la protection des migrants, à différentes échelles et dans des espaces variés (Marc Bernardot). Les acteurs non étatiques intervenant dans les débats et les politiques sont eux aussi divers (associations, églises, ONG, syndicats et partis...) et leurs modes d'action doivent s'adapter et composer avec les conséquences du durcissement des discours et des politiques anti-migratoires. L'échelle européenne et méditerranéenne est particulièrement opérante pour l'analyse des crises et configurations migratoires récentes ou plus anciennes.

## **iii) Fabrique et circulation des savoirs et des discours sur la migration**

Les modalités et les effets de ces circulations et transferts sont centraux pour appréhender les mutations contemporaines, que ce soit dans les domaines de l'économie, des transformations institutionnelles et politiques ou des assemblages culturels et religieux. La multiplication des schémas narratifs relatifs aux mobilités en général et aux migrations en particulier dans les productions culturelles et médiatiques donne aux déplacements une place accrue dans le monde contemporain (Sylvie Mazzella). Dans un monde où la multiplication, la complexité et l'empilement des normes, parfois contradictoires, ouvre un jeu dans la formalisation et la connaissance de la migration, où les savoirs informels deviennent cruciaux dans les pratiques circulatoires, où les rumeurs abondent, amplifiées par leur instrumentalisation politique, où les représentations de la question migratoire deviennent souvent centrales dans les discours publics, il est crucial d'interroger la fabrique et la circulation des savoirs en la matière, fondés sur l'expérience vécue, sur la rumeur, sur des représentations.

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 2

### ***Adossements institutionnels / Partenariats***

Cet axe contribue activement à l'échelle du site d'Aix-Marseille et de la MMSH à la dynamique d'institutions, observatoires et réseaux qui travaillent depuis plus de dix ans à la convergence d'un large réseau local, national et international de partenaires académiques et non académiques en ce domaine :

- le réseau MiMed (Migrations en Méditerranée) à l'échelle de la MMSH, dont le LAMES est co-fondateur depuis 2009.

- le réseau GenderMed (Penser le genre en Méditerranée) à l'échelle de la MMSH, dont une chercheuse du LAMES assure l'animation

- l'institut SoMuM (Sociétés en mutation en Méditerranée) d'Aix-Marseille Université créé depuis 2020 à l'échelle du site d'Aix-Marseille avec le soutien de l'Idex pour une durée de 10 ans et dirigé par notre collègue Sylvie Mazzella, avec un axe 1 consacré aux processus, transition, déstabilisations durables, crises, et un axe 2 consacré aux héritages et circulation des idées, des pratiques, des récits et des spiritualités, dans lesquels la question des migrations sera centrale

Nationalement, il est articulé à l'Institut Convergences Migrations auquel plusieurs membres sont affiliés, de même qu'avec le réseau international de recherche et d'édition TERRA-HN.

Internationalement, le thème migratoire permettra de poursuivre et développer des collaborations structurantes avec l'association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Cette intégration sera l'occasion de renforcer l'attractivité de la future entité avec par exemple des accueils de *Visiting Scholars* en liens avec des laboratoires européens, notamment italiens, belges ou encore portugais, et plus largement intégrés au programme Civis.

Plusieurs membres de notre équipe ont été rattachés à des UMIFRE à l'étranger et ont des collaborations régulières avec ces unités.

### ***Formation à / par la recherche***

D'un point de vue pédagogique, la sociologie des migrations est enseignée en L3, M1 et M2 au département de sociologie d'Aix-Marseille université et est abordée dans plusieurs enseignements à l'IEP d'Aix. Dans le cadre de l'institut SoMuM, il sera un domaine d'enseignement du nouveau master « Etudes méditerranéennes » en cours de création et dans la spécialité « Etudes méditerranéennes » du parcours doctoral des ED 355 et ED 67 d'Aix-Marseille Université.

L'axe est très attractif pour les candidatures doctorales, post-doctorales, notamment sur des bourses Marie Curie.

### ***Appontements avec les autres axes de l'UMR***

Socialisation : socialisation migratoire, enfance, double habitus dans les mobilités, cadres cognitifs en circulation dans l'industrie des migrations

Religion : interaction avec les questions religieuses des migrants et des descendants de migrants, intervention des autorités religieuses dans les questions d'encadrement, d'accueil et d'accès à la citoyenneté, projection et prosélytisme religieux dans l'aire méditerranéenne

Dynamiques socio-spatiales : questionnement sur l'espace mobile, rapports à l'habitat des migrants, espaces diasporiques, mobilisations migrantes

Conflits : militarisation de la question migratoire, racisme, xénophobie, migrations environnementales.

### Axe 3 / Croyances et politique

Dans les sciences sociales, les croyances sont habituellement rangées parmi des systèmes de représentations. Or, les dimensions conflictuelles et pratiques des croyances, qui touchent au religieux sans pourtant s'y réduire, intéressent aussi la sociologie politique. Nous nous saisissons de cet objet pour interroger les rapports entre les trois modalités du politique : les objets d'adhésion (croire), les pratiques (faire) et les discours (énoncer). Notre objectif est de faire travailler ensemble les acquis d'une littérature riche mais dispersée entre les sciences sociales du religieux, la sociologie de la politique informelle (rumeurs, complotisme, survivalisme...) et la sociologie politique des institutions (mythes, mémoires, récits...). Dans une perspective attentive aux acteurs et aux apports de variations d'échelles, il s'agit d'étudier la construction et l'administration des catégories de croyances (religieuses, progressistes, rationnelles...) ainsi que leurs politisations dans des situations concrètes.

*Mots-clés : Croire/croyances, énonciation du politique, institutions, communautés religieuses, politique informelle, fabrique des autorités, controverses sociales, islam contemporain, politiques publiques du religieux, laïcité, économies morales, religion et capitalisme*

#### Les 2 champs thématiques de l'axe 3

Les chercheurs réunis dans l'axe 3 s'intéressent aux convergences entre des travaux en sciences sociales du religieux, critiques envers la réduction aux représentations et envers l'exotisation des croyances, et des recherches en sociologie politique attentives au gouvernement des conflits et à la régulation sociale. Il s'agit alors de prendre au sérieux les croyances, comme objet d'enquête empirique, afin de repenser l'ordre politique à la fois dans ses configurations stables et légitimées, et dans des situations critiques ou d'interstices (Michel Dobry, 1986).

Les questionnements se situent dans l'écart entre la reconsidération des mythes dans leurs usages sociaux variés (explications, récits autoréférentiels...), politiques et « rationnels » au sens de Paul Veyne (1983), et des approches plus microsociologiques voire interactionnistes du croire. En effet, nous poursuivons l'objectif de « réintroduire du social » dans les analyses des croyances (Véronique Altglas et Matthew Wood, 2018), pour éviter la « sacralisation » comme l'isolement de l'objet « religion ». Dans cette perspective, la distinction entre croyances et croire renvoie plutôt à des modalités d'interrogation liées à des échelles d'analyses qu'à des questionnements incompatibles.

L'objet ici peut être défini comme une pratique sociale d'engagements et d'attentes, vis-à-vis d'une altérité (pas uniquement transcendante) et dans le temps (Michel de Certeau, 1981). Ensuite, les relations entre le croire, ses formes d'individualisation et ses rationalisations par des institutions s'articulent dans des domaines sociaux divers, bien qu'elles constituent un chantier de recherches à part entière. Qu'elles soient orientées vers des représentations mythifiées du passé, comme les doctrines conservatrices ou les politiques mémorielles, ou vers l'avenir, comme le développementalisme ou le survivalisme, les relations au croire offrent des entrées pour étudier ensemble des objets généralement séparés. Quelles sont les contraintes et les effets de la mise en administration du religieux, par exemple dans des institutions de l'État (administrations, écoles, prisons, armée, établissements de santé...) ? Quelles sont les relations entre les productions de récits d'appartenance (mémoire locale, nationale, diasporique...) et les recompositions locales du politique ? Comment les croyances en une communauté sont-elles travaillées et affectent-elles des pratiques économiques et professionnelles (ONG, réseaux patronaux, marché de la dévotion...) ?

Les chercheurs explorent ces questions en attachant une importance particulière à des moments et des lieux de mise en scène et de manifestation des croyances (rituels, musées, rassemblements, événements professionnels...) ainsi qu'aux catégories d'acteurs qui composent leurs publics. Les terrains couverts par les chercheurs actuels de notre équipe se situent dans plusieurs « aires géographiques » (France, Italie, Grande-Bretagne, Bulgarie, Turquie, Maroc, Tunisie, Palestine, Pakistan, Indonésie, États-Unis d'Amérique). Nous utilisons des outils d'enquête ethnographique, de sociohistoire tout en tentant d'articuler des méthodes qualitatives et quantitatives.

### **i) Croyances en (la) politique**

Les formes variées de sécularisation de l'espace politique ne signifient pas que les croyances soient absentes du politique. Qu'impliquent les représentations d'appartenances communautaires, au sens large, dans le gouvernement d'espaces sociaux contemporains ? Comment les régimes d'adhésions travaillent-ils l'ordre et le désordre politiques ? Comment, à partir de ce rapport de conflictualité ou d'articulation, pouvons-nous interroger les représentations, les techniques et les logiques sociales qui caractérisent les relations de pouvoir ? Indépendamment de considérations normatives sur les régimes politiques, la mise en politique publique du religieux s'inscrit dans des logiques convergentes telles que l'approche sécuritaire, des partenariats étroits entre opérateurs publics et opérateurs privés dans la définition des manifestations « légitimes », « acceptables » ou « déviantes » du « religieux », faisant l'objet de mesures de contrôle accru. Saisir l'État par le prisme des croyances permet de s'intéresser à des manifestations concrètes de ses aspects « fictifs » (James C. Scott, 1998), mais aussi à la construction des catégories d'entendement du « public » et du « privé », de la citoyenneté et des normativités. Plusieurs programmes de recherche contribuent à ce chantier d'études, notamment les études doctorales de Vanille Laborde et de Guillaume Silhol sur le gouvernement de « faits religieux » dans les institutions scolaires, celles de Maria Alessandra Bianchi sur la conversion religieuse, et celles d'Anna Grasso sur l'action du ministère des Affaires religieuses en Tunisie en rapport avec la politique de la lutte contre la radicalisation.

Comment, en retour, le rapport au croire est-il mobilisé par-le-bas ? De quelle manière se transpose-t-il aux répertoires d'action des mouvements sociaux, aux processus de formation des élites et à la (re)production des légitimités ? Cette question prend de l'ampleur à notre époque marquée par le développement des demandes populaires de justice sociale, d'égalité et par la diffusion de pratiques plus ou moins transgressives de contestation. Elle touche aussi aux formes de mobilisations mémorielles et d'identités politiques, par exemple dans les travaux d'Aude Signoles sur la patrimonialisation de collectifs de pieds-noirs et de Dilek Yankaya sur l'activisme transnational de patrons proches de formations islamistes.

L'approche localisée du politique est particulièrement pertinente pour saisir au quotidien comment les croyances (institutions, acteurs, tissu associatif et religieux, dispositifs cérémoniels...) restent à l'échelle de la ville un des leviers effectifs de l'action publique locale. Ainsi nous souhaitons contribuer à l'analyse de multiples interactions, formelles et informelles, entre notables (responsables, administrateurs du culte, acteurs non-institutionnels...) et acteurs politiques (élus, fonctionnaires, comités de quartiers...), comme l'illustrent l'étude postdoctorale menée par Deniz Koşulu sur les modalités d'organisation et d'engagement des groupes chiites duodécimains en France et leur interactions avec les acteurs politiques locaux, et le projet de recherche entamé par Maria Alessandra Bianchi sur le gouvernement local du bouddhisme à Marseille.

Les controverses sociales, sur les « mariages homosexuels », la PMA, la « radicalisation », les communautés « complotistes », les pratiques de laïcité ou la crise écologique par exemple, sont des terrains riches d'informations pour interroger les enchevêtrements entre différentes modalités (par-le-bas et par-le-haut) de problématisation des enjeux politiques et de politisation des représentations spécifiques sur des normes sociales.

## ii) Les économies de croyances

Bien que les liens entre des mutations de la religiosité et la production de la violence politique soient sources d'un large consensus, les rapports entre celles-ci font l'objet de débats. La question de mesurer et localiser l'adhésion aux croyances apparaît plus que jamais comme un enjeu primordial pour les administrations, les experts et les chercheurs afin d'expliquer les comportements politiques, comme le vote ou la formation de partis religieux – tels que les partis « soufis islamistes » pakistanais étudiés par Alix Philippon – aussi bien que des comportements économiques et sociaux. Nous avons ouvert deux chantiers pour saisir les croyances religieuses en action, au concret : 1) le travail d'élaboration d'indicateurs pour mesurer la religiosité et 2) l'étude des ONG confessionnelles, comme cas d'étude du travail informé par l'articulation de différentes catégories de croyances.

Le rapport au religieux renvoie à un ensemble de pratiques et de comportements complexes étant donné la diversité et l'élasticité des rites et des croyances. Mais, c'est au niveau de la dimension rituelle que les indicateurs sont nombreux car comparées aux convictions et aux émotions, les pratiques seraient plus faciles à décrire et donc à mesurer. Cette mesure essentialise néanmoins le comportement religieux individuel dans ses formes observables. Or, la densité sociale du phénomène implique aussi des formes d'engagement collectif lorsque le développement de nouveaux marchés, avec des labels éthiques – « halal » en ce qui concerne l'islam par exemple – participe à la complexification des modalités d'expression de la religiosité.

Le premier chantier porte sur les méthodologies pour définir les indicateurs d'évaluation du rapport aux croyances religieuses dans sa complexité symbolique et matérielle. Il existe déjà une réflexion sur des indicateurs « de degré » et « de nature », appliqués notamment lors des enquêtes sur les communautés catholiques et protestantes (Christophe Monnot, 2018). À partir d'une expérience d'enquête quantitative menée au Maroc, Mohamed Tozy cherche à mettre en commun ces approches et les pratiques d'enquête sur plusieurs religions, dans l'objectif d'explorer de nouvelles pistes sur les techniques pour mesurer les expressions contemporaines de la piété. En nous associant à des économistes et des démographes qui travaillent sur des questions analogues sur la confiance, la croissance ou la productivité, nous envisageons de contribuer aux débats sur les études des normes et des biens symboliques.

Le second chantier concerne plus spécifiquement l'étude des logiques économiques du croire. Comment concrètement le rapport, collectif ou individuel, aux croyances, s'exprime-il sur les représentations, les pratiques et les relations économiques ? À partir d'une approche critique du débat sur la sécularisation ou l'instrumentalisation du croire au service des intérêts matériels, nous privilégions une perspective résolument non dichotomique. Au lieu de hiérarchiser les logiques du croire et du marché, nous voulons montrer comment leur imbrication dans des croyances participe à la reconfiguration des rapports d'accumulation et de distribution des richesses et de manière divergente selon l'échelle concernée. Les recherches de Marie-Laure Boursin sur l'éthique de la performance en islam ou de Dilek Yankaya sur les politiques économiques de partis islamistes au Moyen-Orient s'inscrivent dans cette démarche.

Nous travaillons cette question notamment à partir de l'objet des ONG confessionnelles dans le cadre d'un projet pluridisciplinaire principalement porté par des politistes, notamment Aude Signoles, Lucas Faure et Dilek Yankaya, et des économistes comme Nathalie Ferrière. Ces ONG présentent un modèle d'action politique collective et d'organisation économique fondé sur l'articulation des représentations religieuses et économiques spécifiques relatives au développement, à l'humanitarisme et au progrès social. Nous nous saisissons de cet objet, au croisement de l'étude des préoccupations morales et des intérêts économiques, pour discerner les possibilités de dialogue entre les modalités d'interrogation et de production scientifique dans un horizon d'interdisciplinarité.

Ces programmes de recherche portant principalement sur des catégories religieuses du croire, nous développons ces questionnements également par le prisme de la mise en politique, publique ou militante, des débats sur la justice sociale par exemple (comme dans les travaux de Mohamed Tozy) ou des thématiques émergentes comme le survivalisme, le climatoscepticisme ou la décroissance,... Le travail doctoral de Mathieu Burgalassi sur les logiques sécuritaires portées par des croyances de membres de mouvements survivalistes s'inscrit dans cette perspective. Nous partageons ainsi la forte conviction que la création de la nouvelle unité contribuera à la consolidation de ce pôle dans notre région, notamment par le recrutement de collègues chercheurs concernés par ces problématiques.

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 3

#### **Adossements institutionnels / Partenariats**

GSRL (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités – UMR 8582)

· *Séminaire des doctorants « Localiser le religieux dans les sciences sociales »*

CéSor (Centre d'études en sciences sociales du religieux – UMR 8216) / IREMAM / IDEMEC

· *Séminaire « De la fabrique des autorités religieuses »*

LADYSS (Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces – UMR 7533)

· « *Elites économiques islamiques et recompositions politiques en Tunisie et en Turquie* », par Dilek Yankaya dans le cadre du programme ERC Tarica, « Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Confrontations des modèles et diversité des trajectoires », convention no 695674.

Bureau central des cultes

· « *Les associations musulmanes de solidarité. Des acteurs humanitaires comme les autres ?* » rapport remis par Myriam Laakili et Aude Signoles au Bureau des Cultes (BCC) du ministère de l'Intérieur dans le cadre d'une réponse à appel d'offres (programme de recherche HUMISLAF), janvier 2019.

· « *Le chiisme duodécimain en France : acteurs, institutions, mobilisations* », programme co-porté par Deniz Koşulu et Kinda Chaïb. (BCC/CHERPA)

Préfecture des Bouches-du-Rhône :

· *Un emploi jeune doctorant Région*

#### **Les programmes de recherche en cours**

- « *Les harkis à l'école, les harkis au musée. Actions mémorielles et politiques de reconnaissance d'un groupe-victime* », Programme de recherche d'Aude Signoles pour l'obtention de l'HDR.

- « *ONG confessionnelles : un marché mondial de croyances* », programme de recherche et cycle de séminaires préparé pour l'année universitaire 2020-2021 par Dilek Yankaya, Nathalie Ferrière (MCF en économie) et Lucas Faure (doctorant).

#### **Formation à / par la recherche**

Nos programmes de recherche scientifique sont développés en interaction avec des réflexions et pratiques pédagogiques que notre équipe développe sur la manière d'enseigner sur les croyances dans des programmes de Master « Religion, société et politique » et « Expertise politique comparée » à Sciences Po Aix. Cela concerne 20 enseignements, répartis au niveau licence et master.

1A : Islam and Globalization

2A : Politique et religion, Analyse de la décision (rédaction de mini-mémoires sur l'action publique concernant le religieux)

M1 : Dynamiques religieuses et mondialisation / Gouvernance et religion / L'Europe au prisme des religions / États et religions / Gouverner l'Islam en Méditerranée

M2 : Anthropologie religieuse Méditerranéenne / Controverses sociales et faits religieux / Nouveaux modes du croire / Religions extrême-orientales / Mystiques et spiritualités comparées / Histoires des monothéismes / (Contre)radicalisations religieuses et politiques / Se mobiliser au nom de dieu / Économie du *halla* / Sociologie des religions

Doctorat : De la fabrique des autorités religieuses : qualifications, légitimations et ancrages des « clercs » de l'islam, du christianisme et du judaïsme en Méditerranée

Certificat : Pluralité religieuse, droit, laïcité et sociétés (Ce programme, proposé avec le soutien financier du ministère de l'Intérieur, consiste en 138h d'enseignement et de 10h de séminaires thématiques sur le gouvernement du religieux en France).

#### **Appontements avec les autres axes de l'UMR**

Axe 1 – Socialisation, éducation et culture : organisation d'événements scientifiques, voire de programmes de recherche sur le gouvernement scolaire du religieux et de la laïcité

Axe 2 – Migrations, mobilités, circulations : organisation de séances de séminaires sur le croire en situation de mobilité

Axe 4 – Dynamiques socio-spatiales, controverses et mobilisations politiques : recherches sur la politique locale et des mobilisations informelles, en particulier sur le « *leadership* minoritaire » d'organisations religieuses

Axe 5 – Violences, conflictualités et crises contemporaines : projet d'enquête sur l'administration du religieux dans les institutions militaires contemporaines, des aumôneries et l'encadrement des pratiques (à présenter au Bureau Central des Cultes ou à l'IRSEM)

Axe 6 - Normes, déviances et savoirs de gouvernement : travaux à porter en commun sur les questions de « radicalisation » par exemple.

### **Axe 4 / Dynamiques socio-spatiales et mobilisations politiques**

Cet axe s'inscrit au croisement de plusieurs domaines d'étude le plus souvent cloisonnés. D'une part, l'analyse des divers types de rapports qu'entretiennent, sur un même territoire, des groupes sociaux qui se caractérisent par des propriétés socio-économiques, professionnelles, résidentielles distinctes, et dont la coexistence produit des spécifications supplémentaires et des réarrangements des différences. D'autre part, l'étude des transactions entre le champ spécialisé de la politique et les multiples acteurs de la « société civile » qui revendiquent une position d'interlocuteurs, d'intermédiaires ou de porte-parole de préoccupations collectives. En rapprochant ces deux champs d'étude, il s'agit d'interroger comment des ensembles composites d'acteurs, aussi bien publics que privés, interagissent autour d'interventions ou de projets d'interventions des autorités publiques sur le territoire pour les discuter, les contester ou les (re)négocier.

*Mots-clés : Mobilisations – Controverses – Territoires – Environnement – Cadre de vie — Expertises – Professionnalisation – Groupes sociaux*

## **Objets, terrains et problématiques de l'axe 4**

D'un point de vue de méthode, cet axe se distingue, en tout premier lieu, par une approche constructiviste. Par-là, il faut entendre que les membres de l'équipe, refusant les lectures naturalisantes, s'attachent à restituer les procédures et processus à travers lesquels les acteurs étudiés s'emploient à convaincre leurs contemporains de l'importance de certains « enjeux », « problèmes publics », « troubles », « risques » ou « menaces ». Cette composante de l'unité privilégie également l'entrée spatiale ou « l'approche écologique » (au sens de l'école de Chicago) dans l'étude des phénomènes sociaux. En effet, l'axe « Dynamiques socio-spatiales et mobilisations politiques » vise ainsi à faire dialoguer des travaux portant sur les modes de constitution de préoccupations aussi bien environnementales, urbaines, sécuritaires, mémorielles que participatives (au sens où il s'agit de remédier aux imperfections attribuées à la représentation politique). Les contrastes relevés s'avèrent d'autant plus utiles qu'ils permettent de mieux interroger ce que les actions collectives coordonnées localement doivent soit aux techniques de mobilisation des publics profanes, soit à la production de savoirs experts relevant des expériences accumulées, de la science ou du droit.

Par ailleurs, les membres de cet axe développent des analyses séquentielles qui leur permettent d'explicitier ce que les phénomènes qu'ils étudient doivent à de multiples temporalités plus ou moins étendues. Dans cette optique, cet axe s'appuie aussi bien sur des enquêtes au présent que sur l'étude de configurations saisies par la science historique.

D'un point de vue méthodologique, cet axe de recherche accorde également une grande importance à la question des échelles, tant celles d'observation des chercheurs que celles des acteurs qui s'en saisissent pour se situer les uns par rapport aux autres, ainsi qu'à l'analyse localisée des phénomènes sociopolitiques.

## **Les 2 champs thématiques de l'axe 4**

### **i) Dynamiques sociales et gouvernement des territoires**

Dans cette démarche, il s'agit d'interroger la distribution des groupes sociaux dans l'espace face à la prise en compte d'enjeux liés au « cadre de vie » en lien avec des problématiques en matière d'environnement, de santé publique, d'urbanisme et d'aménagement de l'espace, notamment suivant que cette distribution est sédimentée ou en renouvellement.

Les investigations prennent en compte des terrains variés : espaces urbains, périurbains, littoraux, zones rurales. La majorité de ces terrains ont en commun d'être en prise avec des projets d'aménagement, de construction immobilière, d'expansion économique, d'implantation d'infrastructures, d'installation d'équipements de type industriel, ou de réorientation des usages (par exemple : des activités industrielles devenues problématiques, des projets immobiliers sur des zones autrefois affectées à des activités économiques ou ludiques, etc.).

Les situations appréhendées ne sont pas nécessairement conflictuelles : elles renvoient tout autant aux mobilisations visibles de populations contre certains projets qu'à des actions collectives et individuelles « à bas bruit ». Une telle entrée analytique vise à jeter des passerelles, théoriques et méthodologiques, entre trois séries de travaux qu'on rapproche rarement : ceux qui s'intéressent aux mobilisations collectives de groupes sociaux et des groupes d'intérêts locaux, ceux qui portent sur l'action publique territoriale et le gouvernement local, et, enfin, ceux qui traitent du « métier » d'élu et de ses transformations.

Deux ensembles de questionnements servent de guide aux initiatives qui trouvent leur place dans ce projet commun. D'une part, une attention toute particulière mais pas exclusive est accordée aux moments critiques, autrement dit aux moments de rupture. Et, d'autre part, la question des échelles, envisagée tant d'un point de vue des chercheurs que des acteurs, vise à apporter des éclairages aux logiques de continuité mais aussi d'inflexion, de jeu avec les assignations héritées d'un passé plus ou moins mythifié qui sont à l'œuvre dans les phénomènes étudiés.

Plus concrètement, les chercheurs de ce sous-axe se focalisent sur des dimensions héritées d'une approche réflexive en réaction aux mots d'ordre environnementaux :

- une première inscription concerne les approches autour de la thématique des risques technologiques et naturels et des questions de vulnérabilité sociale à travers l'analyse de montages institutionnels territorialisés ainsi que *via* la mobilisation des publics (Pierre Fournier, Cesare Mattina, Jean Lagane) ;
- une deuxième entrée analytique traite des formes de la mobilisation environnementale visant la dénonciation de phénomènes de pollutions industrielles, d'aménagements urbains (Jean Lagane) ou encore d'infrastructures lourdes (industries, centrales de production électrique, aéroports, Lignes à Grande Vitesse, etc.) (Pierre Fournier, Cesare Mattina, Maurice Olive, Stéphanie Dechézelles). Ces actions collectives peuvent également avoir pour enjeux des atteintes au patrimoine naturel en empruntant aussi les traits de mobilisations mémorielles (Maurice Olive, Christophe Traïni) ;
- un troisième enjeu scientifique concerne la sociologie des transitions, « transition écologique », « transition énergétique » et la question des conversions économiques des territoires et des enjeux sociaux qui leur sont indexés : analyse de la recomposition critique des tissus industriels en place et de la transition énergétique par le bas ; prise en compte des relations entre établissements industriels et espaces environnants en France et en Italie, notamment sur les territoires de la production d'énergies non carbonées (Pierre Fournier, Cesare Mattina, Stéphanie Dechézelles) ; étude des dispositifs de mobilisation en matière de lutte contre le « réchauffement climatique » (Christophe Traïni, Stéphanie Dechézelles).

## ii) Analyse localisée du travail politique

Cette partie de l'axe regroupe plus spécifiquement les travaux qui s'intéressent aux différentes transactions qui se nouent entre, d'une part, les élites, les notables et les intermédiaires ou porte-parole de la « société civile » locale et, d'autre part, les professionnels de la politique et leurs auxiliaires. Ces transactions prennent cadre à divers moments du travail politique : conquête des urnes, exercice du pouvoir, organisation des machines politiques, stratégies de légitimation.

Dans cette perspective, le terme « local » doit s'entendre au sens que lui donne Clifford Geertz, c'est-à-dire le lieu d'un jeu social routinisé – avec ses hiérarchies, ses codes et ses scènes – et que les chercheurs en sciences sociales doivent s'attacher à comprendre, en lisant ce jeu social au plus près des acteurs et des situations. « Par-dessus l'épaule des indigènes », en somme. En termes de programmes de recherche, ce sous-axe entend s'inscrire dans plusieurs traditions analytiques ayant pris au sérieux les logiques de lieux, c'est-à-dire la prégnance des configurations socio-spatiales dans l'arrangement et la production du politique. Il s'agit, en premier lieu, de la tradition des *Community Studies* inaugurée par des analyses pionnières de la sociologie et de la science politique américaines. Mais il s'agit, également, de

remettre sur le métier les études sur les structures sociales des entreprises de domination politique ou encore celles sur les diverses façons de faire de la politique ou de faire avec la politique. Ce, en veillant à ne négliger aucune des échelles du territoire : la ville, le « quartier », la « banlieue », la zone périurbaine.

Le rapport au territoire et aux configurations locales s'entend ici comme rapport à un espace pertinent d'action et d'interaction entre groupes sociaux et mondes politiques, qu'il s'agisse de transactions collusives, de clientélisation ou de co-production de l'action publique. Si l'observation qui la fonde s'opère *in situ*, l'analyse peut tout aussi bien porter sur les espaces localisés de l'internationalisation de la politique, à travers des observations multisituées (e. g. : un sommet international, Bruxelles...) ou des enjeux localisés de l'international (e. g. : programme d'action du PNUD), être comparative ou sociohistorique, en s'attachant toujours à mettre en regard des terrains, des configurations où l'enquêteur/trice peut saisir au plus près le jeu social des acteurs étudiés.

#### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 4

##### **Adossements institutionnels / Partenariats**

- APOG Région PACA-LabexMed – TEPRENCA (Les territoires de la production d'énergie à bas carbone en Méditerranée. Socio-histoire localisée du nucléaire et des énergies renouvelables (solaire et éolien) en France et en Italie) en partenariat avec les universités de Trieste, Turin et Naples
- ANR MRSEI –THUMCARI (Analyse des usages touristiques et patrimoniaux des littoraux méditerranéens à proximité d'industries à risques), partenariat AMU et Université de Murcia, Espagne ; Scuola Superiore Sant'Anna (SSSA), Pise, Italie
- ANR ALCoV « Analyses Localisées Comparatives du Vote : défiance, abstention et radicalisation politique dans la France contemporaine » 2016-2020 (IRISSO Institut de recherches interdisciplinaire en sciences sociales ; CRESPPA Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris ; CHERPA Croyance, Histoire, Espace, Régulation politique et Administrative ; CURAPP-ESS Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique-Epistémologie et Sciences Sociales ; CESSP Centre Européen de Sociologie et de Science Politique)

##### **Formation à / par la recherche**

- Master – « Politiques européennes et action transnationale », Sciences Po Aix.
- Master – « Dynamiques politiques et mutations des sociétés », Sciences Po Aix.
- Master – « Métiers de l'information : communication, lobbying, médias », Sciences Po Aix.
- Master – « Sociologie des mutations contemporaines », parcours Ville et environnement, Aix-Marseille université.

##### **Appontements avec les autres axes de l'UMR**

Liens avec l'axes 3 (Croyances et politique) : analyse des mobilisations à référentiel religieux ; clientélisation électorale et politique des communautés confessionnelles (lors des cycles de campagnes et de mobilisations électorales mais aussi dans l'exercice du pouvoir local)

Liens avec l'axe 6 (Normes, déviances, savoirs de gouvernement) : sociologie des experts et des expertises investis dans la fabrique de l'action publique ; controverses et mobilisations impliquant l'édiction, l'usage ou la négociation de normes

## **Axe 5 / Violences, crises et conflictualités contemporaines**

Cet axe s'inscrit dans le champ des Relations internationales et des études de la violence et des conflits, du fait militaire. Par son positionnement interdisciplinaire, il s'inscrit dans le courant des *War and Security Studies*, mobilise des grilles de lecture transnationales. Il se situe dans des renouvellements scientifiques : approches anthropologiques de la violence et de la guerre, nouvelle histoire des relations internationales et des mécanismes et acteurs transnationaux, enjeux mémoriels et mentalités collectives.

*Mots-clés : Relations internationales ; violences ; crises ; nouvelles conflictualités ; mémoire ; Etats ; armées ; groupes non-étatiques ; diplomates ; sécurité. La période considérée est l'époque contemporaine (XIXe-XXIe siècles). L'analyse est globale mais seront plus particulièrement développés les enjeux régionaux européens, méditerranéens et africains.*

### **Objets, terrains et problématiques de l'axe 5**

Dans un contexte de mutations rapides des formes de conflictualités (Mary Kaldor) et plus généralement de grandes crises (politiques, sanitaires, environnementales), nous souhaitons questionner et éclairer les déplacements de pratiques et de normes qu'on peut y observer ; identifier les mécanismes et différents seuils de tolérance, d'admissibilité, de légalité ou de légitimité du recours à la violence au nom de radicalités qu'il convient d'appréhender, de même que les processus et enjeux mémoriels à l'œuvre avant, pendant et après ces crises.

Cet axe se propose ainsi de réinterroger la notion de crise dans l'histoire contemporaine et le temps présent à partir de contextes de violence, de situations extraordinaires entraînant des recompositions politiques, sociales ou économiques à différentes échelles temporelles et géographiques sur lesquelles portera l'analyse. On interrogera ces ruptures dans une lecture dynamique des événements et à plusieurs échelles temporelles permettant de bien saisir les micro-évolutions en amont et en aval de ces ruptures. En complément des approches traditionnellement développées dans les Relations internationales, il s'agira ici de valoriser une approche davantage sociologique et d'histoire anthropologique par les acteurs, individuels ou collectifs. L'approche privilégiée est d'appréhender les conflictualités à l'aune du facteur humain. A toutes ces échelles, on observe une dialectique entre forces de résistance aux changements et « déstabilisation par l'ouverture » (Pierre Hassner) liées aux flux humains, économiques ou informationnels de la mondialisation. Dans ce contexte, il s'agit de mettre en lumière les intersections entre mutations des cadres des vies, les mobilisations mémorielles, les représentations des acteurs et leurs effets crisogènes jusqu'au cadre paroxystique de l'affrontement armé. A la croisée des lectures nationales, internationales ou transnationales de ces tensions, il s'agit de définir les formes de ruptures qui permettent de caractériser les crises et d'établir les formes de recompositions de l'action publique ; de saisir les seuils et degrés de souffrance et/ou de violence qui peuvent légitimer l'intervention de forces armées.

### **Les 3 champs thématiques de l'axe 5**

#### **i) Dynamiques multiscalaires et multisectorielles des crises**

Il s'agit ici d'appréhender ces mécanismes de conflictualisation, de développement puis de sorties des crises, d'en analyser les répertoires d'action et les sémantiques. Les transformations des conflictualités obligent à analyser le cadre dans lequel se déroulent les politiques publiques, les négociations diplomatiques et/ou les opérations militaires dans le processus de crises à plusieurs échelles temporelles et géographiques.

La dynamique des « mobilisations multisectorielles » (Michel Dobry) ouvre la voie à de nouveaux mécanismes de contestation qui n'entraînent pas forcément de rupture dans les stratégies d'acteurs mais peuvent les radicaliser. Il convient aussi de comprendre comment ils dérèglent l'habituelle conduite de l'action publique et peuvent aller jusqu'à un basculement, une recomposition forte du gouvernement, comme lors des « printemps arabes » par exemple. Dans le cas des conflits armés, il convient également d'analyser les processus de prise d'armes. Le volontariat armé et le mercenariat étudiés par Walter Bruyère-Ostells constituent l'un de ces processus. L'analyse portera notamment sur les mutations des formes de menaces (atomiques, terroristes, climatiques, sanitaires, ...) ou de mise en œuvre de la violence.

Acteurs et victimes de la violence sont souvent amenés à cohabiter dans un même État après le conflit : dès lors, le retour à la vie civile, ordinaire des démobilisés dans les États concernés est un enjeu majeur. À la manière de la thèse récemment soutenue par Sophie Guedet sur la *Republika Srpska*, il convient d'interroger les conséquences légales, socio-politiques, mémorielles et matérielles pour construire une sortie de violence durable ; on pensera plus particulièrement aux contextes de violence et de mort de masse (travaux de Benoît Pouget et Walter Bruyère-Ostells en collaboration avec les sciences forensiques).

Cette sortie de violence repose sur les mutations de l'action publique, c'est-à-dire des outils institutionnels mis en place après le conflit. Le retour au quotidien s'opère par un travail d'apaisement des secteurs mobilisés dans la crise vers des institutions stables. Il s'agit de saisir les recompositions de gouvernance, les évolutions des pratiques et du cadre juridique nécessaire (conflits d'usage ou d'accès aux ressources par exemple). Les crises climatiques ou sanitaires, les effets migratoires des crises affectent des espaces beaucoup plus vastes que ceux directement concernés par la violence, ils ont des effets sociopolitiques potentiellement déstabilisateurs qu'il convient d'analyser comme des formes de recompositions post-crisis à différentes échelles là aussi géographiques et temporelles.

## **ii) Mécanismes de crises et recompositions des régimes internationaux**

L'objectif de ce sous-axe est de mieux comprendre les interactions entre dynamiques de crises à l'échelle nationale ou régionale et les régimes internationaux, entendus comme paradigmes spatio-temporels d'action collective régis par des normes et institutions propres. En plaçant la focale sur les espaces moyen-orientaux, africains et européens et sur une période qui s'étend du milieu du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours, il s'agit de voir en quoi ces régimes internationaux se succèdent ou se superposent en fonction de mécanismes ou de facteurs susceptibles de déboucher sur des chocs endogènes ou exogènes. Le dépôt du projet ANR INTERLEG principalement porté par Nicolas Badalassi sur ces processus sera retravaillé et soumis à nouveau. Ces mécanismes et facteurs, tels que les processus de re-/dé-légitimation des appartenances ethniques ou religieuses, les usages des mémoires collectives ou individuelles, les risques liés aux conflits d'usage ou d'accès à des ressources en voie de raréfaction (eau ou terres arables par exemple), les logiques de concurrences impériales, les jeux d'influence et les courses aux territoires, les pandémies, etc., entraînent des dysfonctionnements politiques, problématiques, économiques qui, engendrant des crises, fragilisent de façon inégale les États et peuvent être au cœur de conflits armés.

## **iii) Le nucléaire, entre facteur de crises et cœur du régime international contemporain**

Ce sous-axe décline les mêmes questionnements que les deux précédents et avec les mêmes démarches mais par un focus sur un objet particulier, le nucléaire. Il cherche à comprendre

les effets de la place centrale du nucléaire dans les sociétés contemporaines depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit notamment de s'interroger sur la conflictualisation provoquée par le nucléaire à toutes les échelles, de voir comment la question du risque inhérent au nucléaire a pu être perçue, vécue, domptée, utilisée ou combattue tant à l'échelle locale et nationale qu'au niveau international. Devenu l'un des symboles de la modernité au point de qualifier la deuxième moitié du vingtième siècle (« l'ère atomique »), le nucléaire s'est imposé comme un élément constitutif du régime international post-1945 et, de fait, a participé de la redéfinition des rapports de force internationaux, comme le montrent une série de travaux récents (Nicolas Badalassi, Ilaria Parisi...).

A toutes les échelles, du local au global, la technologie nucléaire a contribué à remodeler les espaces, les tissus économiques et sociaux, les choix politiques, les identités, les représentations et les psychologies collectives. Aux niveaux local et régional, le déploiement de sites nucléaires, qu'ils soient à des fins civiles ou militaires, a procédé d'une profonde réorganisation des territoires concernés ; à l'échelle internationale, la nucléarisation est apparue comme une composante essentielle de la hiérarchie des puissances et a renforcé l'interdépendance entre les choix nationaux en matière d'aménagement et les orientations de politique étrangère et militaire, comme en témoigne parfaitement le cas français.

On privilégie ici d'une part la question des acteurs civils et militaires du nucléaire et d'autre part celle de l'image et des représentations du nucléaire.

#### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 5

##### ***Adossements institutionnels / Partenariats***

Cet axe pourrait s'appuyer sur les collaborations déjà existantes avec les laboratoires ADES (AMU), SIRICE (Sorbonne), Crises (Montpellier) notamment en France ou les réseaux de recherche (GIS Esprit, OS2M...) ; à l'étranger, les universités de Birmingham, de Leyden, de Niigata, l'*American University* (Washington), la chaire Raoul Dandurand à UQAM, le *Center for Global History* (Oxford) notamment. Parmi les partenaires institutionnels, le SHD, l'IRSEM et de nombreux liens au sein du ministère des Armées et du ministère des Affaires étrangères. Il s'appuie sur le programme « Pertes » du SHD, le projet ANR INTERLEG déposé en octobre 2019, le programme sur la violence et le « *forensic turn* » avec ADES, Oxford et Leyden.

##### ***Formation à / par la recherche***

L'axe est en lien direct avec le Master « Géostratégie, défense et sécurité internationale » (qui possède une option recherche) mais aussi avec des enseignements des Masters « Expertise internationale, Politiques européennes et action transnationale », ainsi que des enseignements en 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> A de l'IEP.

##### ***Appontements avec les autres axes de l'UMR***

Des croisements avec l'axe 3 (Croyances et politique) sont possibles sur les questions de radicalité, sur l'action d'acteurs non-étatiques (ONG musulmanes) avec l'axe 4 sur les mobilisations et l'axe 6 sur les risques et les normes.

## **Axe 6 / Normes, déviances, savoirs de gouvernement**

Ce pôle regroupe les chercheuses et chercheurs de l'unité qui partagent un même intérêt pour l'analyse sociologique des normes, en étudiant les entreprises d'édiction, de négociation, de contestation ou d'évitement dont elles sont l'enjeu. Ils déploient une sociologie des acteurs – qu'ils soient professionnels (producteurs de savoirs de gouvernement, cadres et agents des administrations, responsables politiques, syndicats, consultants, experts du droit) ou publics (usagers, recourants, « simples citoyens ») – et de leurs interactions qu'ils saisissent à travers les dispositifs, les savoirs et savoir-faire du gouvernement des populations à différentes échelles.

Leurs travaux actuels et futurs portent sur la construction sociale des normes et des déviances, en interrogeant particulièrement les dimensions historiques et processuelles des logiques de situation de leur fabrique sociale. Ils sont enracinés dans une perspective critique attachée, d'abord, à mettre au jour les mécanismes de la construction des problèmes publics et des normes sociales et juridiques, ensuite, à décrire et analyser la dimension processuelle des phénomènes étudiés (trajectoires, carrières, professionnalisation...) et, enfin, à en comprendre le caractère ancré dans des échelles temporelles et dans des échelles spatiales. Ces travaux s'ancrent dans deux objets privilégiés (mais non exclusifs) : le champ des études pénales et celui du gouvernement urbain.

*Mots-clés : Normes – Déviance – Expertise – Gouvernement – Savoirs – Police – Justice – Judiciarisation – Criminalité – Gouvernement urbain - Problème public – Action publique – Travail politique – Professionnalisation – Carrière – Administration – Discriminations – Inégalités – Risque*

### **Objets, terrains et problématiques de l'axe 6**

Les chercheuses et chercheurs de l'axe s'intéressent :

- aux acteurs, administrations, instruments, normes et procédures de l'intervention publique
- au travail politique, aux acteurs et aux instruments de mobilisation, de diffusion, de légitimation ou au contraire de négociation des normes (en portant une attention renouvelée au rôle des organisations syndicales)
- au traitement de la criminalité / des déviances (sociales, économiques, environnementales) et de la gestion des risques démocratiques
- à la sociologie des producteurs de savoirs et savoir-faire de gouvernement, et notamment aux modernisateurs, réformateurs et experts du « bon gouvernement »

Sur ces questionnements, les chercheurs et chercheuses de cet axe souhaitent déployer leurs recherches sur les problématiques et terrains suivants :

(1) L'étude de l'évolution des normes et de la production des déviances dans le champ pénal. Celle-ci fait largement appel à une approche quantitative du travail des institutions pénales, qui s'articule avec des méthodologies plus qualitatives. Ces travaux analysent notamment les politiques pénales et les politiques de prévention et de sécurité, les processus de judiciarisation des violences dans les sociétés contemporaines (Laurent Mucchielli), comme le travail des professionnels du droit (Océane Pérona). Ils s'intéressent également à des formes spécifiques de déviances, telles que la délinquance juvénile, les trafics de drogues et la criminalité en col blanc, les violences sexuelles, ainsi qu'à leur traitement institutionnel. Ils

déploient leurs terrains au sein des institutions pénales, enquêtant auprès des policiers, des magistrats, des avocats et des travailleurs sociaux, mais aussi des clientèles de ces institutions.

Les chercheuses et les chercheurs de ce pôle se questionnent aussi sur la manière dont les reconfigurations du champ pénal contribuent à la fabrication des normes et des déviations. Dans cette perspective, ils étudient, d'une part, comment se redéfinissent les pratiques et les représentations des agents des institutions pénales et, d'autre part, comment la circulation des acteurs des institutions pénales dans les espaces entrepreneurial, scolaire ou politique contribue à la production des rationalités dans ces domaines.

La production des normes et des déviations est également étudiée hors du champ pénal, dans l'étude du gouvernement des villes. Les travaux en cours dans ce domaine (Claire Béné-Gbaffou) analysent ainsi comment les acteurs du gouvernement urbain (groupes mobilisés, élus, agents administratifs...) contribuent à la fabrication des normes et des déviations liés aux usages de l'espace public.

(2) Pour analyser la manière dont les savoirs des champs de l'expertise deviennent des savoirs d'institution, les membres de ce futur axe explorent les espaces institués d'échanges – qu'on les appelle « mondes de relation » (Anselm Strauss, Howard Becker), « lieux neutres » (Bourdieu), « champs faibles », « laboratoires informels de la réforme » (Christian Topalov) ou encore les arènes des « relations professionnelles et les « communautés de réformateurs » (Philippe Bezes) – où circulent, se diffusent, sont consacrées voire naturalisées les nouvelles théories du « bon gouvernement » et leur opérationnalisation. Les enjeux de circulation des savoirs experts sont donc au cœur des questionnements partagés par les chercheurs et chercheuses de cet axe. A ce titre, dans leurs enquêtes, les chercheurs investissent autant les espaces institués des échanges que ceux qui sont moins formalisés (espaces de socialisation professionnelle, formations, réseaux professionnels, voyages d'études, conférences nationales et internationales) et les dispositifs/équipements dans et par lesquels ils circulent (production de guides méthodologiques, élaboration de kits de « bonnes pratiques », rapports d'expertises, etc.).

Ajoutons que cette perspective les conduit à ne pas penser les espaces académique et professionnel comme deux espaces distincts qui s'influencent l'un et l'autre mais à prendre la mesure de leur porosité constitutive. C'est dans cette perspective qu'ils interrogent les processus de légitimation croisée que portent les sciences de la participation et les politiques de la participation. C'est aussi le cas de l'« intelligence économique » qui est pensée à l'interface de plusieurs champs : académique, politique, économique, médiatique, bureaucratique. Aussi il s'agit d'étudier comment ces promoteurs multi-positionnés et les instances de consécration de ces savoirs opèrent comme des passeurs. Une réflexion sur le positionnement des chercheurs dans la production de ces savoirs et leur diffusion dans le débat public, est également à développer de manière transversale à nos objets.

(3) Qu'il s'agisse du champ pénal, du gouvernement des villes ou du monde du travail, les chercheurs et chercheuses réunis dans ce futur axe envisagent et analysent le tournant managérial comme une modernisation des techniques de fabrique du consentement et interrogent ainsi les conduites/contre-conduites autour de l'édiction de normes. Ils s'intéressent tout d'abord aux processus de légitimation, y compris dans le temps long, de ces dispositifs managériaux. On pense à la manière dont la critique du clientélisme et de la gestion du personnel d'une ville dans les campagnes électorales municipales appuie la promotion d'un « nécessaire » tournant managérial municipal. Ils étudient également les dynamiques d'appropriation de ces dispositifs/ instruments de management (*benchmarking*, indicateurs de

performance...), la manière dont ils peuvent reconfigurer le travail et les rapports de force dans le champ pénal, le gouvernement des villes ou le monde du travail, et enfin les effets de ce tournant sur le traitement des publics. Dans cette perspective, les conditions de production d'outils prédictifs appuyés sur les *big data* et leurs usages à la fois dans le champ pénal, le gouvernement des villes ou les politiques sociales constituent des objets de recherche à développer.

### **Les 3 champs thématiques de l'axe 6**

Les travaux des chercheuses et chercheurs réunis sous cet axe questionnent les liens entre, d'une part, les discours, les façons de voir et de faire des acteurs gouvernementaux et, d'autre part, l'injonction des experts et des bailleurs de « la nécessaire réforme » de l'État, des administrations, des instruments et procédures de l'action publique. L'axe thématique « Normes, déviances, savoirs de gouvernement » entend privilégier dans les années à venir plusieurs programmes de recherche et champs d'études :

#### **i) Les nouveaux ressorts de la légitimité politique et de la professionnalisation du travail de gouvernement**

Il s'agit ici de poursuivre et développer des programmes de recherche qui s'intéressent autant à la production des instruments de gouvernement qu'à la nouvelle division du travail politique que la construction, la croyance, et l'opérationnalisation de ces instruments opèrent. A ce titre, les travaux menés dans cet axe se distinguent par leur volonté de ramener l'étude de la fabrique de l'action publique au croisement de la *politics* et de la *policy*, et donc par le souci de dépasser l'éloignement croissant au sein de la sociologie politique entre l'étude des mondes du militantisme et celle des mondes de la décision. L'équipe souhaiterait prolonger les enquêtes collectives déjà réalisées ou en cours sur les experts et professionnels des politiques participatives, des nouvelles politiques urbaines (en lien avec l'usage des *datas*). Cet intérêt pour les acteurs investis dans le gouvernement des villes entend, ici aussi, combiner l'étude des nouveaux professionnels de l'« acceptabilité sociale » et, plus classiquement, de légitimation de la décision politique avec une sociologie des pratiques de conquête électorale et de composition des alliances politiques sur les territoires.

Au-delà de ces champs d'expertises déjà investis (champ réformateur en matière de décentralisation, d'ingénierie participative ou d'équipement sécuritaire), Philippe Aldrin, Audrey Freyermuth, Magali Nonjon et Aude Signoles souhaitent désormais interroger plus largement l'émergence d'un marché de l'expertise et du conseil auprès des autorités publiques locales dans les domaines de la sécurisation contre les risques démocratiques : éducation à la citoyenneté et aux médias, lutte contre le conspirationnisme et la radicalisation. D'autres terrains sont également envisagés pour alimenter les réflexions sur les nouveaux ressorts de la légitimité politique et la professionnalisation des savoirs de gouvernement. On pense notamment aux travaux en cours de Dilek Yankaya sur la production et la popularisation d'une « culture de problème public » en Turquie et Tunisie dans lesquels elle interroge la manière dont la question sociale est déléguée aux associations proches des partis islamistes appuyées par l'intervention d'experts, de médias, de patrons mais aussi de professionnels de la finance et du religieux. On songe également aux travaux de Nicolas Badalassi sur l'émergence des dispositifs internationaux visant à soutenir et dynamiser les sociétés civiles à partir des années 1970-1980, à élaborer des politiques transnationales de gouvernance urbaine (à travers par exemple les programmes de protection et de mise en valeur des patrimoines architecturaux)

et à rapprocher les acteurs internationaux des enjeux locaux dans un souci post-westphalien de relégitimation de l'action internationale et de diversification de l'expertise diplomatique.

## **ii) Production, évolution et usages des normes (transgressions et réactions sociales)**

Conformément au programme de Sutherland, les chercheuses et les chercheurs s'efforcent ici de saisir ensemble les mécanismes de production et les évolutions des normes juridiques et réglementaires, des transgressions et des réactions sociales qu'ils suscitent, sur des territoires et à des échelles données. Les échelles d'analyse varient les échelons de gouvernement imbriqués dans la production des normes, du local à l'international en passant par le niveau national (comme le cas du droit de l'environnement). À chaque échelle, l'analyse s'attache à saisir les résistances, les transgressions et leur prise en charge institutionnelle dans les différents territoires et contextes locaux (espaces publics urbains). De la grande criminalité aux simples « incivilités », en passant par toutes les formes classiquement stigmatisées (comme la délinquance juvénile dans les quartiers pauvres) ou nouvellement visibilisées (comme les délinquances des élites ou les violences sexuelles), aucun domaine n'est *a priori* écarté. On s'intéresse aux processus de construction et de contestation des normes qui les définissent, aux dispositifs et aux acteurs de leur mise en œuvre, et à leurs effets sur des territoires ou des groupes qui peuvent se saisir ou tenter de créer de nouvelles normes (exemple de la judiciarisation des luttes pour le climat). On s'intéresse aux violences politiques (contestations politiques locales, mouvements sociaux, émeutes et révoltes collectives diverses) ainsi qu'aux violences institutionnelles. On s'intéresse enfin aux discriminations et aux processus de stigmatisation qui traversent tous les domaines et tous les espaces de la vie sociale, toutes les scènes de la vie institutionnelle et concernent ainsi toutes les catégories de citoyens.

## **iii) Appropriations, contournements et internalisations des normes et savoirs de gouvernement par les publics**

Tout en s'attachant au travail de production et de circulation des savoirs experts de gouvernement ainsi qu'aux dynamiques de construction des normes, les chercheurs engagés dans cet axe souhaitent également privilégier une entrée par les publics. Bien qu'inclus implicitement dans les deux premiers sous-axes (tant la production et la circulation des savoirs et des normes se conçoivent dans des processus engageant une diversité d'acteurs), il semble important de mettre en avant l'étude des usages et des pratiques des publics concernés par l'intervention publique, en tant que tels, et la manière dont ils contribuent à la façonner et à lui donner corps. Les publics ne peuvent en effet être considérés comme des réceptacles passifs de l'action qui les concerne.

Il s'agit ainsi d'étudier au concret les mécanismes d'accommodements, réappropriations, conformation, internalisation ; et d'étudier comment les publics peuvent aussi résister à l'assignation et contribuer à (re)façonner l'action publique. Il s'agira ainsi notamment de prolonger les interrogations déjà engagées dans certains programmes de recherche (Baromètre participatif des Valeurs et des Représentations, etc.) sur ce que les manières de se repérer dans le monde social doivent à la prégnance des classements institués et diffusés par les discours des administrations et des gouvernants, par les experts et commentateurs de l'espace médiatique : sur le terrain notamment des politiques mémorielles, des politiques éducatives, des politiques de démocratisation scolaire, des politiques de classement des

territoires, des politiques de prévention des risques industriels (avec l'exemple de la nomenclature des déchets nucléaires).

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIFS À L'AXE 6

#### **Adossements institutionnels / Partenariats**

Au niveau des structures, partenariats institutionnels :

- Convention de partenariat avec l'Université Mohammed V à Rabat (Maroc)
- Convention de partenariat avec le Centre de Recherche en Anthropologie Culturelle et Sociale (CRASC) de l'Université d'Oran 2 (Algérie)
- GIS Participation
- GIS MOMM
- Groupe Européen de Recherche sur les Normativités (GERN)
- INCC (Institut National de Criminalistique et de Criminologie), Bruxelles
- LBNC, Avignon Université
- CERAPS, Université de Lille
- CLERSE, Université de Lille

#### **Programmes de recherche engagés ou en cours de valorisation :**

- Baromètre participatif des valeurs et des représentations en région Sud, Programme « Connaissances des territoires », Région Sud (dir. Philippe Aldrin et Magali Nonjon).
- L'Isle-sur-la-Sorgue : trouver sa place dans un territoire en transition, une petite ville entre patrimonialisation et métropolisation, programme de recherche POPSU territoires (dir. Christelle Lagier et Magali Nonjon).
- The impact of poverty mapping on the geography of poverty, The Georges Washington University, National science foundation (dir. M. Atia.).
- ANR ALCOV - Analyse Localisée et Comparative du Vote
- PIA3 METROPOLITIN – Métrologie politique de l'information sur les déchets nucléaires

#### **Formation à / par la recherche**

Master Science Politique – « Politiques européennes et action transnationale », Sciences Po Aix

Master Science Politique – « Dynamiques politiques et mutations des sociétés », Sciences Po Aix

Master Science Politique – « Métiers de l'information : communication, lobbying, médias », Sciences Po Aix

Cours de Licence d'Aurélien Dyjak au département de sociologie d'Aix

Cours de Master d'Anne Kletzlen au CNAM (Paris)

Cours de Master de Laurent Mucchielli à la Faculté de droit et science politique d'Aix

Cours de Licence 3 d'Océane Pérona au département de sociologie d'Aix (méthodologie du travail de recherche)

Cours de Master de Sacha Raoult à la Faculté de droit et science politique d'Aix

Cours de Licence de Pierre-Olivier Weiss à l'Université des Antilles (pôle Martinique)

#### **Appontements avec les autres axes de l'UMR**

Liens avec l'axe 1 : Les dialogues avec le sous axe « Education, pédagogie et politiques scolaires en France et en Europe » sur la fabrique des catégories d'intervention publique légitimes sur le domaine des politiques éducatives sont nombreux. Il en est de même des recherches engagées sur les processus de « mise en administration » des enjeux de « démocratisation scolaire », de luttes contre la « radicalisation », de fabrique du « bon citoyen ». En s'intéressant à l'étude des dynamiques de réception par les publics ciblés par ces nouveaux instruments de

gouvernement, les chercheurs et chercheuses engagés dans ce pôle peuvent aussi nourrir des apports sur l'analyse des processus de socialisation.

Liens avec l'axe 3 : analyse des mobilisations à référentiel religieux ; clientélisation électorale et politique des communautés confessionnelles (lors des cycles de campagnes et de mobilisations électorales mais aussi dans l'exercice du pouvoir local)

Liens avec l'axe 4 : notamment sur la construction des problèmes et la place des représentants d'intérêt dans la production de l'action publique locale mais aussi sur les savoirs et les expertises profanes ou encore sur les usages des savoirs par les groupes mobilisés.

## Thèmes transverses

### ***Images et sciences sociales***

Le processus de rapprochement entre le LAMES et le CHERPA a donné l'occasion de recenser un nombre important d'expériences pratiques de couplage entre images et sciences sociales chez les chercheurs des deux unités, prenant des formes variées. Elles partagent d'être menées isolément, ou plus exactement dans des collaborations avec des partenaires extérieurs et sans dialogue formalisé avec les chercheurs des unités. Leur évocation publique a suscité l'intérêt de beaucoup de chercheurs et a donné à voir, au-delà de réalisations plus ou moins abouties, des projets en attente de concrétisation : à des degrés divers de maturation, certains en quête de légitimité, d'autres en quête de moyens de réalisation, tous en demande d'espaces de discussion. Il s'impose donc de réfléchir à ce mouvement non ordonné de mobilisation de l'image dans la recherche pour voir ce qu'il a de nouveau et de consistant. Et, le cas échéant, ce qui pourrait le soutenir sans en écraser l'effervescence et la force de renouvellement de nos pratiques.

Ce mouvement se situe à la rencontre de transformations consécutives au développement de ce qu'il est convenu d'appeler les *humanités numériques* et de changements dans les attentes sociales que les chercheurs peuvent se donner pour mission de satisfaire. Les Humanités se trouvent renouvelées par le numérique qui affecte les façons de travailler des chercheurs. Réciproquement, les attentes de la société vis-à-vis des chercheurs sont stimulées par le numérique, en faveur d'une *science publique*, participative, tant dans ses questions que dans l'appropriation la plus large possible des connaissances que les chercheurs contribuent à faire émerger. Il n'y a sans doute aucun hasard à ce que ces questions viennent aujourd'hui à l'agenda pratique de chercheurs d'une unité qui met en avant son attention à l'empirie, sa réflexion sur les pratiques d'enquête et d'exploitation d'archives, sur l'action publique saisie à hauteur de femmes et d'hommes, et sur sa façon de constituer des objets de préoccupation, voire d'injonction, et d'en tenir d'autres à l'écart. Mais cela mérite d'être documenté pour savoir en tirer tout le parti imaginable.

Ainsi, il convient d'explorer ce que la révolution numérique fait au travail de chercheur en sciences sociales soucieux d'enquête empirique et d'attention aux interactions sociales quand elle rend l'image exploitable beaucoup plus facilement (pour recensement-indexation, pour filmage-cadrage-montage, pour mobilisation dans des formes hybrides d'expression...), et cela sous différentes formes, dans de nouveaux cadres de coopération professionnelle. Les initiatives dispersées qu'on a repérées chez différents chercheurs du laboratoire serviront de

premier appui pour proposer à tous de participer à un recensement de pistes et pour voir si la coordination de ces explorations suivant des modalités à imaginer pourrait leur donner plus de chances de succès et plus de force face aux objets d'investigation désormais partagés. Du même coup, ce sera l'occasion d'interroger de nouvelles formes d'écriture de la recherche et de favoriser une appropriation publique plus grande des travaux de sciences sociales dans nos domaines : par partage des résultats comme dans un musée de société (par exemple le MuCEM à Marseille) mais aussi par familiarisation avec les modes de production de données et avec les modes de raisonnement des chercheurs, auxquels l'image permet d'associer parfois les « publics » de la science (comme peuvent souhaiter le favoriser sur certaines questions de transformations sociales et politiques des professionnels sortis d'un master d'études méditerranéennes). Plusieurs axes d'interrogation sont d'ores et déjà ressortis de la phase de recensement des pistes de travail : écrire avec l'image, enquêter par l'image, lire l'image et former avec l'image. Ils serviront aux premières présentations et invitations en séminaire de laboratoire, en partenariat avec le GDR « Image, écritures transmédias et sciences sociales ».

### ***Penser la différence (cas/séries, normalité/exceptionnalité)***

Cet axe transverse s'inscrit pleinement dans la stratégie du Centre de Sociologie et d'Études Politiques puisque sa thématique répond à plusieurs objectifs identifiés comme prioritaires : faire de la nouvelle unité un pôle de réflexion sur les méthodes et les processus de production de la connaissance scientifique ; impulser et faire vivre des espaces d'échange interdisciplinaire autour d'enjeux communs à la sociologie, à l'histoire et à la science politique. Cet axe transverse sera animé par un séminaire de laboratoire pérenne qui pourra nourrir des projets collectifs tels que l'organisation de colloques, la publication d'ouvrages collectifs ou de dossiers spéciaux dans des revues scientifiques, ou encore la réponse à des appels à projets.

La réflexion part du constat que les chercheurs en sciences humaines et sociales sont fréquemment confrontés à la double injonction de rendre compte de la différence avec l'obligation de la restituer dans un langage commun, c'est-à-dire de l'aplanir suffisamment pour la rendre compréhensible et partageable au-delà du seul champ des pairs spécialistes du sujet. Ce problème n'est pas neuf, évidemment, mais il n'a cessé d'être réactivé par divers facteurs, intimant parfois aux sciences humaines et sociales une capacité de réadaptation ou du moins de remise en cause de leurs outils d'analyse. Les chercheurs qui pratiquent les sciences humaines sociales qualitatives, *a fortiori* celles qui s'inscrivent dans l'enquête de terrain ou l'immersion ethnographique, sont souvent confrontées à l'obligation de livrer des chiffres, des ordres de grandeur, des théories générales quand l'essentiel de leur épistémologie réside dans l'attention au cas, à son contexte et à ses coordonnées historiques et sociales. De même, quand les chercheurs s'attèlent à étudier des situations intensément dramatiques et spontanément perçues comme « exceptionnelles » ou « extra-ordinaires », il leur est difficile de faire valoir les mérites de l'hypothèse continuiste (Michel Dobry). Les injonctions adressées aujourd'hui à la recherche en SHS par les pouvoirs et les médias sont telles qu'elles peuvent conduire à révoquer le projet de *comprendre* – au motif que « comprendre, c'est excuser » (e. g. : actes terroristes, émeutes dans les banlieues) – ou celui de rendre compte des diverses logiques sociales et subjectivités à l'œuvre dans de tels processus « hors normes » (voir les débats sur l'incommunicabilité de certaines expériences comme les meurtres de masse, les génocides ou les violences de guerre).

Comment préserver la singularité et la richesse des analyses contextuelles sans abandonner la formulation d'hypothèses explicatives générales sur les tendances sociales ? Comment penser l'exceptionnalité des phénomènes sociaux sans céder aux méthodologies et aux théorisations *ad hoc* ? L'enjeu de ces questions est considérable tant sur le plan de l'épistémologie pratique des SHS que sous l'aspect de leur capacité à faire entendre la voie/voix des chercheurs au-delà des seuls espaces professionnels de la parole académique. Concernant la singularité des processus, les milieux de la recherche ont connu des remises en cause internes, fondées sur la revendication de l'idiosyncrasie irréductible de certaines situations, de certains objets ou d'une certaine façon de les penser. C'est la position qu'affirment les courants d'étude qui choisissent d'opérer en rupture avec les traditions des SHS (comme le montrent les diverses « *studies* » de la recherche outre-Atlantique). Les rencontres et programmes du Centre de Sociologie et d'Études Politiques qui animeront cet axe transverse auront pour but d'interroger les façons d'étudier et de rendre compte, auprès des pairs et dans la Cité, de situations inédites, exceptionnelles, impensées. Il s'agira d'aborder l'adaptation des outils d'analyse communs lorsque ceux-ci sont confrontés à la singularité ou encore des outils d'analyse *du* commun quand ils sont appliqués à l'extraordinaire.

### 2.3. Répartition des effectifs de chercheurs

L'organisation thématique des axes et la distribution des chercheurs en leur sein traduisent une double logique de continuité et d'innovation avec les recherches conduites jusqu'ici au LAMES et au CHERPA. Les réunions préparatoires du présent projet ont en effet amené la communauté des chercheurs à imaginer ensemble de nouvelles thématiques à explorer sans pour autant délaisser des domaines d'étude ancrés dans l'histoire de chacune des deux unités. Parmi les axes thématiques retenus pour structurer le projet de la nouvelle unité, on compte ainsi des axes que l'on pourrait qualifier d'« historiques » (cas des axes 1 et 2 qui prolongent des axes du LAMES et des axes 3 et 5 qui perpétuent des domaines traditionnellement étudiés au CHERPA). Cependant, il faut noter que, lors des réunions préparatoires au projet, les chercheurs des deux unités ont souhaité que la création de la nouvelle UMR soit l'occasion de redéfinir les objectifs de ces axes historiques, d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche et d'intégrer la pluridisciplinarité au principe du Centre de Sociologie et d'Études Politiques. Les questionnements et les objets de ces axes ont déjà ainsi été élargis dans une dynamique de croisement interdisciplinaire. Par exemple, l'identification des historiens du CHERPA au champ de l'histoire militaire s'enrichit avec l'axe 5 d'un questionnement sur les dynamiques de crise qui ouvre la voie à de multiples échanges et coopérations avec les chercheurs de l'unité travaillant sur les risques, les normes, les mobilisations ou encore les processus de radicalisation politiques ou religieux.

Ainsi, plusieurs pistes de coopération scientifique sont à l'étude entre les historiens et les chercheurs réunis autour du fait religieux ou avec les travaux menés en sociologie sur le nucléaire (Pierre Fournier, Cesare Mattina). Quant aux axes de la nouvelle unité qui peuvent apparaître comme plus en rupture (cas des axes 4 et 6), leurs thématiques réunissent et actualisent derrière des problématiques neuves des programmes de recherche inscrits de

longue date dans les deux unités et qui donnaient déjà lieu à des coopérations scientifiques régulières et nourries. L'un des défis urgents que devront relever les responsables et animateurs du Centre de Sociologie et d'Études Politiques consistera à fertiliser les coopérations vivantes et à inventer des modalités permettant de dynamiser et institutionnaliser les coopérations en devenir.

**Tableau 1 : Répartition des chercheurs au sein des axes**

	Rattachement principal	Rattachement secondaire
Axe 1 Socialisation, éducation et culture	Magali Ballatore, Isabelle Blöss-Widmer, Nathalie Chapon, Nasser Dendani, Sylvia Girel, Thierry Blöss, Sébastien Oliveau, Heri Rakoto, Ariane Richard-Bossez, Fabienne Soldini, Philippe Vitale, PU sociologie recrutement session synchronisée 2020	Constance de Gourcy, Magali Nonjon, Stéphanie Dechezelles, Aude Signoles
Axe 2 Migrations, mobilités, circulations	Marc Bernardot, Constance de Gourcy, Sylvie Mazzella	Magali Ballatore, Isabelle Blöss-Widmer, (Yolande Benarrosh), Sébastien Oliveau, Walter Bruyère-Ostells, Magali Nonjon,
Axe 3 Croyances et politique	Alix Philippon, Aude Signoles, Mohamed Tozy, Dilek Yankaya.	Walter Bruyère-Ostells
Axe 4 Dynamiques socio-spatiales et mobilisations politiques	(Samuel Bordreuil), Stéphanie Dechezelles, Pierre Fournier, Audrey Freyermuth, Jean Lagane, Maïa Martin, Cesare Mattina, Maurice Olive, Christophe Traïni	Philippe Aldrin, (Yolande Benarrosh), Claire Bénit-Gbaffou, Marc Bernardot, Audrey Freyermuth, Alix Philippon
Axe 5 Violences, crises et conflictualités contemporaines	Nicolas Badalassi, Walter Bruyère-Ostells, François Dumasy, MCF Histoire contemporaine recrutement campagne synchronisée 2020	Pierre Fournier, Audrey Freyermuth, Sylvie Mazzella, Alix Philippon, Dilek Yankaya
Axe 6 Normes, déviances, savoirs de gouvernement	Philippe Aldrin, (Yolande Benarrosh), Claire Bénit-Gbaffou, Laurent Mucchielli, Magali Nonjon, Océane Perona	Nicolas Badalassi, François Dumasy, Pierre Fournier, Jean Lagane, Cesare Mattina, Maurice Olive, Heri Rakoto, Christophe Traïni, Aude Signoles, Dilek Yankaya

*Pour lire le tableau : Entre parenthèses, le nom des chercheurs émérites*

## 2.4. Accompagnement des doctorants et suivi des thèses

La formation doctorale compte parmi les missions fondamentales que tout laboratoire doit offrir au meilleur niveau aux doctorants préparant leur thèse sous son égide. Afin de s'assurer de la professionnalisation des doctorants aux métiers de la recherche et du bon avancement des thèses, le laboratoire propose à ses jeunes chercheurs des séminaires, des formations spécialisées, prend en charge l'organisation de comités de suivi de thèse. Programmé chaque année, à partir de la deuxième année de thèse, le « Comité de suivi individualisé » des thèses est donc un dispositif clé de la formation doctorale dans la mesure où il est intégré à la politique d'accompagnement volontariste de l'unité à l'égard de chacun-e de ses doctorants. Outre l'attention portée à la professionnalisation de ses jeunes chercheurs par les séminaires de formation, la participation au montage et à l'animation de rencontres scientifiques, l'unité entend mettre en œuvre un appui déterminé à la valorisation et à la publication des recherches doctorales, lutter contre les risques d'isolement académique et de toute autre difficulté identifiée par les études sur les conditions matérielles et morales des doctorants en France. Pour cette raison, l'unité se dotera dès son installation d'une « Charte de la formation doctorale et du suivi des thèses » élaborée en concertation avec la communauté des chercheurs (titulaires et doctorants), qui consignera les engagements de l'unité en ce domaine et précisera également les obligations réciproques liant le doctorant, le directeur de thèse et la direction de l'unité. L'objectif d'une telle charte consiste à poser explicitement les bases d'un véritable accompagnement intellectuel, humain et matériel tout au long de la thèse.

Rattachés aux Écoles doctorales 355 (Espaces, cultures, sociétés) et 67 (Sciences juridiques et politiques) du Collège doctoral d'AMU, les doctorants de l'unité complèteront leur formation dans le laboratoire. Ils seront associés à diverses activités collectives mentionnées plus haut : séminaire d'invitation, séminaires d'axe, manifestations scientifiques portées par l'unité, programmes de recherche lancés par des membres de l'unité... Ils seront en outre spécifiquement soutenus, matériellement et humainement, dans l'organisation :

- d'un séminaire régulier qui leur soit propre, tirant le meilleur parti des expériences du séminaire Chantiers de thèse et du séminaire Ateliers doctoraux qui ont fonctionné ces dernières années au LAMES et au CHERPA
- d'un événement annuel fort du type Journée doctorale du LAMES ou École d'été du CHERPA
- des comités de suivi individuels prévus par l'arrêté de 2016 pour les doctorants s'inscrivant en 3<sup>e</sup> année de thèse et au-delà, dans un cadre synchronisé de type Doctoriales à la rentrée universitaire ou en profitant des séminaires d'invitation organisés dans le laboratoire au fil de l'année, avec l'aide de leur direction de thèse et avec l'implication de chercheurs du laboratoire
- d'ateliers de formation complémentaire à l'offre du collège doctoral (écriture, R...)

Ils bénéficieront des liens des membres de l'unité avec des départements de formation à l'université et en dehors pour adjoindre à leur formation à la recherche l'acquisition d'expériences d'enseignement s'ils le souhaitent. Ils seront intégrés aux opérations de diffusion de la culture scientifique des sciences sociales qui impliquent le laboratoire (nuit des chercheurs, fête de la science...).

## 2.5. Rayonnement et production de la connaissance

En matière de rayonnement scientifique et de dynamique de production de la connaissance, la nouvelle unité pourra bénéficier dès sa création du haut niveau d'activité lié aux programmes dans lesquels sont actuellement engagés ses chercheurs. Notamment, dans le sillage des programmes de recherche financés toujours en cours ou récemment achevés :

- le programme AlcoV (Analyse localisée et comparative du vote), financé par l'ANR, qui comporte un protocole d'enquête multi-sites et multi-méthodes (y compris un projet d'ethnographie filmée achevé en 2018)
- le programme Le chiisme duodécimain en France, financé par le Bureau des Cultes du Ministère de l'Intérieur, qui interroge les processus de construction du rapport au politique autour des questions de carrières militantes, de politisation, d'identités et de circulations des chiites duodécimains en France.
- le programme Baromètre des Valeurs et des Représentations, financé par la Région Sud-PACA, qui constitue un dispositif longitudinal de suivi des représentations du territoire et des valeurs de ses habitants autour des valeurs fondatrices du vivre ensemble.
- le programme Métropolitain, financé par le PIA 3, qui porte sur la mise en politique de la question de certains résidus de l'activité nucléaire
- le programme Teprenca, financé par la Région Sud-PACA, qui analyse les territoires de la production d'énergie faiblement carbonée
- les programmes financés par la fondation A\*Midex, Fifas qui regroupe des travaux et des chercheurs qui interrogent les ressources des archives de fiction pour susciter des entretiens sur des sujets à forte autocensure (avec la réalisation d'un documentaire interactif sur la démarche en 2019) et Aseln qui développe une approche sociologique de l'éducation à la littératie numérique (avec un colloque en juin 2019)
- Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu Territoire) qui s'intéresse à la démarche de marketing territorial lancée par la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue en 2018, en interrogeant les enjeux de gouvernance.

À cela s'ajoutent des dynamiques de projets de publication qui réunissent déjà des chercheurs du LAMES et du CHERPA. On peut mentionner à ce titre l'ouvrage en cours de finalisation issu du colloque « Terrains et chercheurs sous surveillance » organisé en mai 2018 par le CHERPA, l'IREMAM et le LAMES et qui sera publié à l'automne 2020 (sous la direction de Philippe Aldrin, Vincent Geisser, Pierre Fournier et Yves Mirman). On peut également mentionner l'ouvrage *Sociologie d'Aix-en-Provence* dans la collection « Repères » des éditions La Découverte qui devrait paraître courant 2021 et qui réunit Philippe Aldrin, Pierre Fournier, Audrey Freyermuth, Cesare Mattina, Magali Nonjon et Maurice Olive (contrat d'édition signé début 2020).

Ces programmes seront présentés publiquement dans leurs grands résultats à l'occasion d'un colloque de lancement de l'unité en avril 2021. Ils serviront à incarner les axes de travail de la nouvelle unité et donneront des repères à des chercheurs du site d'Aix-Marseille et d'ailleurs qui pourraient être tentés de la rejoindre en partageant ses positionnements de recherche.

L'attractivité scientifique de la nouvelle unité dans les prochaines années se jouera aussi :

- dans des manifestations scientifiques qu'elle soutiendra comme l'accueil du congrès du GIS MOMM en 2021, organisé pour la première fois hors de Paris, ou l'accueil de l'école d'été du Redoc, le réseau des écoles doctorales de sciences sociales de l'AISLF en 2022...
- dans les chercheurs invités qu'elle attirera.

Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques entend de doter d'une véritable politique éditoriale afin d'assurer la meilleure visibilité aux travaux de ses chercheurs et doctorants et d'être ainsi à la fois producteur et animateur de la connaissance scientifique en train de se faire. Dès l'installation de l'équipe de direction, cette dernière s'attachera à préciser la stratégie et à réunir les moyens intellectuels, techniques et financiers permettant de publier des travaux jugés importants dans les champs d'étude de son périmètre scientifique. Si plusieurs pistes sont à l'étude pour inscrire cette politique au sein des humanités numériques (en termes d'*open access* avec les plateformes de dépôts en ligne, et notamment HAL-SHS, mais aussi en termes d'*open edition* avec les supports très performants développés par le CLEO), cette politique éditoriale bénéficiera du dynamisme de la collection « Questions Transnationales » développée chez Karthala au cours des dernières années par les chercheurs de Sciences Po Aix (voir encadré ci-après) et de la collection « Sociétés Contemporaines » que dirige Constance de Gourcy aux Presses universitaires de Provence ou encore de la collection « Études Internationales et Stratégiques » co-dirigée par Walter Bruyère-Ostells aux Presses universitaires de la Méditerranée. Hébergé à la MMSH, le Centre de Sociologie et d'Études Politiques sait également pouvoir compter sur les ressources et moyens des éditions de la MMSH.

#### **La Collection « Questions Transnationales » Sciences Po Aix / Karthala**

En 2013, Philippe Aldrin et Aude Signoles ont créé une collection destinée à publier des travaux de sociologie et de sociologie politique des processus politiques transnationaux. La Collection « Questions Transnationales », éditée par la maison Karthala, s'intéresse aux transformations des modes de faire du politique ou des politiques en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le monde arabe. Paradoxalement, alors qu'elles surviennent dans des contextes institutionnels et des régimes politiques distincts, ces transformations renvoient *a priori* à des rhétoriques et univers de sens partagés par la plupart des acteurs impliqués. Le succès planétaire apparent de modèles d'action publique (tels que la « gouvernance »), de techniques de gouvernement (comme la « participation ») ou encore de registres de mobilisation (comme l'« altermondialisme ») invite les sciences sociales du politique à questionner empiriquement la réalité et les raisons des similitudes et des interdépendances entre des processus socio-politiques repérés ici et là.

Dans la tradition pluridisciplinaire et comparative de Sciences Po Aix, la collection entend nourrir ce questionnement en publiant des travaux qui privilégient l'enquête de terrain et se proposent de saisir au concret – c'est-à-dire au plus près des situations et des conflits, des acteurs et de leurs représentations – les dimensions transnationales du politique contemporain.

Ouvrages déjà parus :

- Q. DELPECH, *Mobilisations syndicales et violences au Sud – Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala* (2014)
- H. COMBES, D. GARIBAY, C. GOIRAND (dir.), *Les lieux de la colère – Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa* (2016)

- L. BAAMARA, C. FLODERER, M. POIRIER (dir.), *Faire campagne, ici et ailleurs – Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires* (2016)
- N. MAISETTI, *Marseille, ville du monde. L'internationalisation d'une métropole morcelée* (2017)
- A. CÉLESTINE, *La fabrique des Identités. L'encadrement politique des minorités caribéennes à Paris et New-York* (2018)
- C. GOIRAND, *Le Parti des Travailleurs au Brésil. Des luttes sociales aux épreuves de pouvoir* (2019)

Sur le site des Éditions Karthala : <http://www.karthala.com/2232-questions-transnationales>

## 2.6. Partenariats scientifiques

Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques entretiendra des liens privilégiés avec des laboratoires des universités de Bordeaux (CED), Lille (CERAPS), Lyon (Triangle, CMW), Nantes (CENS), Nice (CreaMed, CMMC, URMIS), Montpellier (Crises), Paris Panthéon Sorbonne (CESSP, LADYSS, SIRICE), Paris SL (CMH, GSRL), Paris (CRESPPA), Strasbourg (LETHICA, SAGE). Il s'inscrit également dans de nombreux réseaux de recherche : les GIS Esprit, MOMM, Genre, Participation, les réseaux RESEIDA (Paris), les GDRI Engage, « Image, écritures transmédias et sciences sociales » (InSHS/CNRS), Politique et corruption, le réseau international de recherche et d'édition TERRA-HN ou l'Institut Convergences Migrations. Le thème migratoire permettra en outre de poursuivre et de développer des collaborations structurantes avec l'association internationale des sociologues de langue française (AISLF) ; les différents axes pourront également faire l'objet d'ateliers au congrès de l'AFSP.

Des liens étroits sont noués avec les universités européennes de Bruxelles (Belgique), Leyden (Pays-Bas), Murcia (Espagne), Naples, La Sapienza de Rome (MEMOTEF), Trieste et Turin en Italie ; avec les universités britanniques de Birmingham et Oxford (Centre for Global History, OSAT) ; avec les universités canadiennes de Laval, de Sherbrooke et UQAM (chaire Raoul Dandurand) ; avec l'American University de Washington (Etats-Unis) ; avec les universités de Galatasaray et Dokuz Eylul d'Izmir en Turquie (conventions de partenariat), Mohammed V de Rabat au Maroc (convention de partenariat) et Oran 2 en Algérie (Convention de partenariat avec le Centre de Recherche en Anthropologie Culturelle et Sociale). Les coopérations internationales du laboratoire s'appuieront également sur la participation des professeurs invités à Sciences Po Aix ou à Aix-Marseille Université qui participent durant leur séjour à la vie du laboratoire (notamment Università di Pavia, Chili Pontifical Catholic University of Chile, Universitat Autònoma de Barcelona, University of California – Berkeley. Cette activité internationale du laboratoire se fera également en lien avec les UMIFRE (conventions de partenariat scientifique avec l'Institut Français d'Études Anatoliennes à Istanbul, l'Institut Français du Proche-Orient à Beyrouth). Elles pourront également s'inscrire dans le cadre de Civis, réseau d'universités qui se donne pour but de créer un espace partagé d'enseignement, de recherche, d'échanges culturels et d'action citoyenne, dont AMU est membre aux côtés d'autres universités de l'espace euroméditerranéen (ULB, Université autonome de Madrid, Universités d'Athènes, La Sapienza de Rome, de Bucarest, de Stockholm et Tübingen).

Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques jouira également de relations avec des acteurs institutionnels régionaux (Rectorat et Inspé pour l'axe 1, Préfecture de Marseille pour l'axe 3, institutions militaires régionales pour l'axe 5, tribunaux pour l'axe 6). La Région Sud-PACA est associée à différentes activités du laboratoire (programme Teprenca sur Les territoires de la

production d'énergie à bas carbone en Méditerranée. Socio-histoire localisée du nucléaire et des énergies renouvelables (solaire et éolien) en France et en Italie et Baromètre participatif des valeurs et des représentations en Région Sud-PACA, Programme « Connaissances des territoires » notamment). À l'échelle nationale, les acteurs institutionnels principaux sont les ministères des Armées, de la Culture, de l'Éducation nationale, de la Justice et de l'Intérieur. Différents programmes lient l'axe 3 au Bureau central des Cultes ; pour l'axe 5, les relations avec le ministère des Armées passent plus particulièrement par une coopération avec l'IRSEM et le SHD. Le laboratoire est également lié au MuCEM, à la Fondation du Camp des Mille, à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale et participe à l'Observatoire Stratégique des Mondes Méditerranéens (OS2M) avec la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques et les universités de Toulon et Nice.

Le rayonnement du Centre de Sociologie et d'Études Politiques s'exprimera aussi à travers les sollicitations, à titre d'experts, de ses chercheurs par diverses autorités publiques. Sur ce point, on peut mentionner :

- l'implication de plusieurs chercheurs dans l'OS2M, en lien avec d'autres équipes de la MMSH (Karima Direche)
- la mobilisation de Nicolas Badalassi auprès du Quai d'Orsay sur une enquête orale portant sur d'anciens diplomates
- la mobilisation de Walter Bruyère-Ostells auprès du ministère des Armées sur des enjeux de Défense ; auprès d'institutions internationales (Union interparlementaire, ONU) sur le mercenariat ; auprès de l'IHEDN pour l'animation d'ateliers et des conférences
- la mobilisation de Philippe Vitale auprès du ministère des Outre-mer sur les Réunionnais de la Creuse
- la mobilisation de Nathalie Chapon auprès du ministère des Affaires sociales sur les enfants confiés

### **3/ Stratégie d'organisation et d'animation de l'unité**

Parce qu'elle est le principal outil de définition et de pilotage de la politique scientifique, d'impulsion et d'animation de la vie d'un centre de recherche mais aussi de respect des droits (parité de sexe, préservation de l'environnement, formation tout au long de la vie), d'accompagnement des carrières des chercheurs (soutien aux projets d'HDR) et d'insertion professionnelle des doctorants, la gouvernance de l'unité doit faire l'objet d'une attention toute particulière. Cette attention est redoublée concernant le Centre de Sociologie et d'Études Politiques par le défi d'impulser une dynamique d'unité au sein d'un collectif de travail qui sera réparti sur deux sites et composé de chercheurs appartenant à des disciplines universitaires proches mais distinctes. La gouvernance doit encourager la maturation de programmes de recherche, l'ouverture de nouveaux chantiers de projets et de partenariats et appuyer l'obtention de financements additionnels. Elle doit également être attentive à établir et entretenir les meilleurs liens possibles avec les divers partenaires académiques du site (écoles doctorales, USR-MMSH, fondation A\*Midex, Instituts d'établissement, etc.).

Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques entend donc installer une gouvernance dont l'organisation et les mandats soient clairs, capable d'instaurer des procédures de décision démocratiques (par des mécanismes de représentation dans les différentes instances et groupes de projet) et transparentes (explicitation des règles, collégialité et publicité des décisions et des orientations ; large communication des principes de délibération, des calendriers et des ordres du jour du Conseil de laboratoire). Dans une volonté de rationaliser la répartition des missions de développement et de coordination de la politique scientifique, les animateurs d'axes seront étroitement associés à la gouvernance. Les Assemblées générales sont aussi des moments privilégiés pour impliquer chacun-e des membres dans la vie de l'unité, favoriser la cohésion et les échanges et développer de saines relations humaines toujours propices aux bonnes coopérations scientifiques.

#### **3.1. La gouvernance de l'unité**

Sur le plan de la gouvernance, les réunions préparatoires du projet de création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques ont permis d'identifier des pistes relatives à l'organisation et à l'animation de cette nouvelle unité bi-sites. Idéalement, l'unité devrait être dotée d'un binôme de direction qui permettrait de tenir compte de l'histoire récente de sa constitution et de son implantation dans deux établissements distants, fût-ce de quelques deux kilomètres. Ce binôme s'appuierait sur un Conseil de laboratoire de 15 membres, dont 10 seraient élus. La composition de ce dernier devra répondre au souci de la représentation des chercheurs et des ITA, avec une attention forte à ce que les chercheurs de chaque tutelle se sentent représentés et à ce que chacun des sites ait toute sa place, à travers les chercheurs, les personnels d'appui et les doctorants qui y sont installés. La composition du Conseil de laboratoire sera le résultat de l'élection de 2 chercheurs AMU, de 2 chercheurs Sciences Po Aix et de 2 chercheurs CNRS, ainsi qu'1 ITA et 1 doctorant-e par site. Les 3 nominations de chercheurs qui sont confiées à la direction de l'unité pour compléter le Conseil veilleront à

l'équilibre dans la représentation des axes de recherche de l'unité au sein du Conseil de laboratoire.

Le Conseil de laboratoire pourra se réunir aussi souvent que nécessaire, sans doute une fois par mois dans une première phase de fonctionnement pour accompagner la direction dans le lancement de l'unité. Ses réunions feront l'objet de relevés de décisions diffusés à l'ensemble des membres de l'unité.

Des Assemblées générales des personnels de l'unité auront lieu trois fois par an pour partager un certain nombre d'informations et débattre des orientations à donner à l'unité, avec à chaque moment de l'année un thème fort :

- à la rentrée universitaire pour accueillir les nouveaux venus et saluer les partants
- au démarrage de l'année civile pour présenter les choix politiques de l'unité à travers le budget prévisionnel qu'on se donne
- au printemps pour alimenter une réflexion de plus long terme sur l'évolution des programmes collectifs, des axes de recherche et des thématiques travaillées en transversal

Sur un plan scientifique, l'animation de l'unité prendra la forme :

- d'un grand séminaire d'invitations donnant l'occasion de se retrouver tous les mois, tantôt sur un site, tantôt sur l'autre. Les animateurs en seront des chercheurs statutaires et des doctorants. Les séances permettront d'inviter des chercheurs, notamment nouvellement recrutés, à présenter leur programme de travail ou de nouvelles publications qu'ils jugent majeures. Lors d'autres séances, le séminaire pourra accueillir des invités extérieurs sur les thématiques considérées comme transversales à l'unité autour de discutants qui pourront être doctorants ou statutaires.
- de séminaires organisés par les animateurs d'axes et ouverts à tous les chercheurs de l'unité, avec des présentations de travaux de chercheurs de l'axe (statutaires, doctorants, post-docs) ou de chercheurs s'associant aux programmes menés dans l'axe, des invitations de chercheurs extérieurs, des présentations de projets de recherche, des bilans d'étape dans des programmes en cours, des discussions autour de lectures... Ils pourront prendre la forme d'ateliers thématiques et pourront s'adjoindre la contribution de stagiaires de master.

### 3.1.1. Compétences du Conseil de laboratoire

Le Conseil de laboratoire est consulté par les directeurs de l'unité pour toute question relative :

- à la demande de moyens budgétaires, à la répartition des moyens alloués et au traitement de demandes méritant délibération ;
- à la politique des contrats de recherche ;
- à la diffusion de l'information scientifique de l'unité ;
- à la gestion des ressources humaines ;
- à la politique de formation continue des personnels ;
- à la politique de la formation par la recherche au niveau des masters et du doctorat ;
- aux conséquences à tirer des avis reçus des instances d'évaluation de l'unité ;

- à toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'unité et susceptibles d'avoir des conséquences sur la situation et les conditions de travail des membres et du personnel ;
- à l'admission de nouveaux membres du laboratoire.

### 3.1.2. Stratégie budgétaire

Si les membres titulaires, les personnels et les équipements du Centre de Sociologie et d'Études Politiques sont répartis sur deux sites (MMSH et Espace Philippe-Seguin de Sciences Po Aix), le budget de l'unité est unique. La stratégie d'allocation des ressources budgétaires traduit concrètement les grandes priorités scientifiques de l'unité sous quatre formes :

- appui à l'animation scientifique des axes thématiques de recherche de l'unité (organisation d'un séminaire par axe) ;
- appui aux programmes de recherche individuels en cours pour présentation dans des rencontres scientifiques et accompagnement des membres titulaires de l'unité dans la recherche de contacts et de financement pour lancer de nouveaux chantiers de recherche ;
- appui aux programmes collectifs de recherche développés au sein de l'unité dans les domaines thématiques structurants (formalisation des projets, organisation de partenariats et de rencontres scientifiques, communication et publication des résultats) ;
- appui à la professionnalisation des jeunes chercheurs.

Les décisions budgétaires sont préparées par le Conseil de laboratoire sur la base de propositions détaillant les objectifs scientifiques, les partenariats, les besoins matériels et humains, les missions (avec un calendrier prévisionnel), les modalités de valorisation et, le cas échéant, la recherche de fonds additionnels. En d'autres termes, axes, chercheurs et doctorants sont soutenus dans leurs projets mais le principe d'une attribution de « parts chercheurs » ou de « quote-parts par axes » est écarté.

Constitué des dotations accordées par les trois tutelles de l'unité, le budget prévisionnel est élaboré par le Conseil de laboratoire en début d'année civile et fait l'objet d'un réajustement à la rentrée universitaire. À titre indicatif, et sur la base des expériences conduites par le CHERPA et le LAMES dans la période précédant la création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, le Conseil de laboratoire devra être attentif à l'appui accordé aux actions suivantes :

- soutien à l'organisation de manifestations scientifiques dans l'unité ou en partenariat avec l'unité
- politique de valorisation (aides à l'édition et à la traduction, soutien à l'*open access*)
- fonds d'amorçage pour la mise à flot de réseaux de collaboration préparatoires au dépôt de réponses à appels d'offres
- soutien à la formation doctorale (séminaires de formation, rencontres annuelles, aide à la réalisation de terrains « coûteux », suivi des thèses, reproduction des thèses)
- appui à l'animation scientifique de l'unité (organisation du séminaire général, des séminaires d'axe, du séminaire des doctorants)
- équipement des membres titulaires (notamment des nouveaux venus dans l'unité)
- formation continue des personnels.

Dans les conditions permises par les tutelles de l'unité et par les financeurs de contrats de recherche, une part des contrats de recherche sera prélevée par l'unité pour être reversée au budget de fonctionnement du laboratoire. Le taux de ce préciput sera déterminé annuellement en Conseil de laboratoire.

Outre l'affectation de fonds, le soutien aux programmes de l'unité s'appuie sur la mise à disposition des locaux et des équipements de l'unité (avec sur chaque site une pièce spécifiquement dédiée aux personnels de l'autre site ayant besoin de s'installer ponctuellement), ainsi que des compétences des personnels d'appui à la recherche.

### **3.2. L'équipe d'appui à la recherche**

Si les membres et les moyens du Centre de Sociologie et d'Études Politiques sont répartis sur deux sites (MMSH et Espace Philippe-Seguin de Sciences Po Aix), l'équipe d'appui à la recherche est unique et commune à l'unité. Sur la base des expériences conduites par le CHERPA et le LAMES, les missions à assurer couvrent sept domaines d'activité :

#### **1. La gestion de l'unité**

Commandes et réservations diverses (équipement, photocopies, téléphone, fournitures de bureau, restauration, réception, affiches, matériel de colloque, goodies...)

Gestion des invitations pour les intervenants extérieurs (titres de transport, restauration, hébergement)

Appui aux personnels de l'unité : pour des questions logistiques (locaux, informatique) ; aide dans l'utilisation des outils de gestion des missions à l'extérieur ; suivi budgétaire des contrats ; suivi RH des contrats (recrutement de stagiaires, de vacataires...)

Appui à la gouvernance de l'unité : secrétariat (accueil, agenda, courriers, courriels, prise d'appels...) ; logistique des Conseils de laboratoire et des Assemblées générales de l'unité (préparation des réunions ; réservation et mise en place des salles ; information aux membres de l'unité ; rassemblement des dossiers ; notification des décisions aux demandeurs) ; suivi du budget de l'unité

#### **2. La communication de l'unité**

Communication interne : gestion et mise à jour des listes de diffusion ; entretien du site web dans sa partie guides (du nouvel arrivant, du missionnaire, du chercheur invité, du doctorant, de l'organisateur de manifestation scientifique...) ; équipement des chercheurs en cartes de visite, signature de mail, page web personnelle

Communication externe :

Mise à jour d'outils de présentation du laboratoire (*flyer*, *X-banner*, texte pour réponses à appel d'offre, diaporama...)

Entretien de réseaux de relations scientifiques et médiatiques vers lesquels diffuser les informations de publication de travaux et d'organisation d'événements scientifiques et diffusion ciblées de ces informations

Gestion du site institutionnel (mise en ligne des actualités et des contrats de recherche, gestion de l'agenda, actualisation de la structure du site, intégration des entrées et sorties des chercheurs)

Aide aux chercheurs dans la création puis l'actualisation et la dynamisation de leur page web personnelle

Gestion de la *newsletter* recensant les publications et interventions scientifiques et médiatiques des chercheurs de l'unité, ainsi que l'actualité des manifestations scientifiques et des accueils de chercheurs organisés par l'unité

Accompagnement des chercheurs dans la préparation de manifestations scientifiques portées par l'unité : avec un rôle de coordination associé à l'utilisation des plateformes comme sciencesconf.fr, en lien avec la gestion de l'unité, partant de la recherche de financements jusqu'au bilan aux financeurs en passant par la constitution des comités d'organisation et comité scientifique, l'appel à communication, sa diffusion ciblée, la mise en forme du programme, la création de tous les supports de communication (affiches, programmes, *flyers*, pages web dédiées, fonds d'écran, cavaliers, badges...), la relation avec les services d'impression, la relation avec les services techniques, l'accueil des participants...

### **3. L'accompagnement éditorial**

de la direction : compte rendu des CdL, préparation des dossiers d'évaluation de l'unité

des chercheurs : ayant besoin d'aide dans la production de *poster*, de ppt, de traductions, dans le développement de carnets électroniques de recherche, ou ayant besoin de relecture formelle pour des appels à communication, des réponses à appel d'offre, des billets de *blog*...

des doctorants : pour la présentation formelle de leurs premières propositions de communication, d'article, pour la mise en forme des manuscrits de thèse

des projets d'ouvrages portés par des chercheurs de l'unité : en papier et sous formats numériques

**4. L'accompagnement dans le recueil, l'extraction, le traitement, l'analyse et la présentation de données d'enquête**, notamment les traitements statistiques de données standardisées (en lien avec la plateforme universitaire de données d'AMU et avec les référents CNIL) mais aussi les traitements d'entretiens, de carnets d'observations, de dépouillement d'archives, de données géographiques.

**5. L'accompagnement dans l'exploitation des ressources du numérique pour la recherche** et dans la valorisation des données d'enquête et des publications des chercheurs suivant une logique de science ouverte. Cela passe notamment par l'accompagnement dans l'utilisation d'archives ouvertes (HAL, Zenodo), d'outils de diffusion et d'hébergement (Nakala), de publication (Omeka)... L'utilisation de ces outils ne peut se faire que dans le respect des normes techniques et juridiques (pérennité, interopérabilité, respect des droits d'auteur, du droit à l'image, accessibilité aux personnes en situation de handicap...). Cette

mission implique donc également un travail de veille et de lien avec les grandes infrastructures nationales (Huma-Num), ainsi qu'avec les réseaux professionnels (CORIST-SHS, Casu-HAL...).

**6. L'accompagnement des chercheurs dans leurs démarches contractuelles** : pour les aider à monter et à entretenir des réseaux de collaboration mobilisables, pour les aider dans l'articulation avec les services partenariat-valorisation des tutelles et avec les aides des instituts d'AMU, pour les aider dans le suivi des échéanciers (ED, ANR, CNRS, autres bailleurs de la recherche).

**7.** Pour équilibrer et coordonner ces contributions, une activité de **secrétariat général** est indispensable, accompagnant la direction d'unité sur les dossiers de fond, prenant le relais des personnels d'accueil-gestion pour les demandes dépassant leur capacité, soutenant la mission de coordination du personnel en charge de la communication face à l'organisation de gros événements, soutenant la mission de coordination du personnel en charge de l'appui au montage et à la conduite de projets de recherche à certains moments de son travail ou dans l'établissement de conventions de partenariat.

La division des missions et fonctions au sein du Centre de Sociologie et d'Études Politiques suivrait l'organisation suivante :

- 1 secrétaire général (intervenant sur les deux sites)
- 2 postes d'accueil-gestion (1 sur le site MMSH et 1 sur le site Philippe-Seguin)
- 1 poste de communication (intervenant sur les deux sites)
- 1 poste d'édition (intervenant sur les deux sites)
- 1 poste de traitement de données (intervenant sur les deux sites)
- 1 poste d'accompagnement à l'exploitation et à la valorisation des ressources du numérique pour la recherche (intervenant sur les deux sites)
- 1 poste d'appui au montage et à la conduite de projets de recherche (intervenant sur les deux sites)

En l'état des discussions conduites avec les personnels d'appui actuellement en poste, les missions « numérique » et secrétariat général restent à pourvoir.

### **Formation continue des chercheurs et des personnels d'appui à la recherche**

La mise en place du Centre de Sociologie et d'Études Politiques constitue un changement important dans l'environnement et les habitudes de travail des personnels. Les nouveaux axes de recherche, les nouvelles voies dans l'interdisciplinarité nécessiteront le développement de nouvelles compétences chez les chercheurs. Par exemple, sur l'analyse d'image ou sur les outils de traitement numérique. Par ailleurs, parmi les objectifs affichés par le Centre de Sociologie et d'Études Politiques, se trouve la capacité à soutenir des projets financés par des programmes européens. Pour répondre aux appels et les mettre en œuvre, tout comme pour accroître leur insertion internationale et le rayonnement scientifique de l'unité, les compétences linguistiques, notamment en anglais et en langues méditerranéennes, appellent également une montée en compétence.

Les évolutions des postes des personnels en appui à la recherche vont conduire à des spécialisations plus poussées des personnels actuellement en place au LAMES et au

CHERPA, permettant leur engagement dans l'utilisation d'outils plus performants auxquels il faudra qu'ils se forment.

À tout point de vue, la création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques est une opportunité qui nécessite une montée en compétences des différents personnels pour répondre aux besoins et aux ambitions d'une unité de cette taille.

### 3.3. Contexte institutionnel de développement de l'unité

Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques pourra bénéficier d'un environnement institutionnel très favorable à son développement, et notamment des ressources et moyens mis à disposition des UMR par les structures opérationnelles de ses trois tutelles. Au cours de la dernière décennie, **Aix-Marseille Université** a considérablement développé les structures d'appui à la recherche, y compris en SHS. La Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH-USR 3125) est une Unité de service et de recherche AMU-CNRS qui héberge et appuie 10 unités mixtes de recherche, dont le LAMES. La MMSH accueille aussi l'École doctorale « Espaces, Cultures, Sociétés » (ED 355) où seront inscrites les thèses de doctorat en histoire et en sociologie du Centre de Sociologie et d'Études Politiques. En sa qualité de principale structure de service et d'animation de la recherche en SHS du site, la MMSH fournit aux unités hébergées un arsenal très diversifié d'équipements et de services (ressources documentaires, outils de valorisation et de diffusion de la culture scientifique, etc.) permettant de monter et conduire des programmes scientifiques d'ampleur. Attachée à l'ancrage des différentes unités hébergées dans les études méditerranéennes, la MMSH pourra apporter son expertise et son expérience dans ce domaine pour accompagner les projets comparatifs et interdisciplinaires du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, ainsi que ses coopérations scientifiques internationales. La MMSH a accueilli et coordonné à partir de 2011 le programme LabexMed (« Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée ») qui évolue actuellement pour devenir l'Institut SoMuM dans le cadre de la politique de création d'instituts d'établissement (« *graduate schools* » dont l'objectif est d'articuler les formations de second et troisième cycles avec les pôles scientifiques) de la fondation universitaire A\*Midex - Initiative d'Excellence d'Aix-Marseille. Fondé en 2013 en partenariat avec le CNRS, l'Inserm, l'IRD, le CEA, l'AP-HM, Sciences Po Aix et Centrale Marseille, A\*Midex a été définitivement confirmé en 2016 et constitue aujourd'hui la plateforme majeure de structuration et de développement de la recherche du site.

#### **SoMuM et les autres Instituts d'établissement d'A\*Midex**

Au cours des deux dernières années, la fondation A\*Midex a choisi de créer des Instituts d'établissement conçus pour structurer thématiquement la recherche en y intégrant la formation avancée des étudiants de master et de doctorat dans une perspective internationale. Le Centre de Sociologie et d'Études Politiques sera fortement investi dans cette nouvelle politique en tant qu'acteur et producteur de travaux interdisciplinaires focalisés sur l'espace méditerranéen. Très étroitement associé à la création de l'Institut Sociétés en mutation en Méditerranée (SoMuM), piloté par Sylvie Mazzella, ancienne directrice du LAMES et membre du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, la nouvelle unité sera également partie prenante d'autres instituts, notamment en collaborant avec les chercheurs des sciences de l'environnement dans le cadre de l'Institut pour la transition environnementale en Méditerranée (iTem) et aussi avec les

sciences et techniques au sein de l'Institut des sciences de la fusion et de l'instrumentation en milieu nucléaire (ISFIN). Dans les trois cas, les domaines de recherche du Centre de Sociologie et d'Études Politiques intéressent tout particulièrement les missions tant scientifiques que pédagogiques des nouveaux instituts, construits autour d'enjeux de société. Cette implication active dans les Instituts d'établissement s'inscrit dans la politique d'internationalisation du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, comme en témoigne déjà le projet de création d'un master en études méditerranéennes porté par l'Institut SoMuM.

Grande école membre de la Conférence des Grandes Écoles, **Sciences Po Aix** bénéficie d'une réputation d'excellence en matière d'enseignement et de recherche. La recherche pluridisciplinaire de Sciences Po Aix est aujourd'hui étroitement liée aux principales UMR de SHS du site. Au-delà des nombreuses coopérations interindividuelles, le CHERPA a organisé au cours des dernières années plusieurs rencontres scientifiques et colloques internationaux en partenariat avec le LAMES bien sûr, mais aussi avec l'IREMAM (Institut de Recherche et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman - UMR 7310), l'IDEMEC (Institut d'Ethnologie Méditerranéenne Européenne et Comparative - UMR 7307) et le CERIC (Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires - UMR 7318). Aux côtés de ce dernier, le CHERPA et Sciences Po Aix sont membres fondateurs du Centre d'excellence Jean-Monnet basé à la Faculté de Droit et de Science politique d'AMU. Cette dernière héberge l'ED 67 « Sciences juridiques et politiques », dont le CHERPA est un centre de recherche, où seront inscrites les thèses de doctorat en science politique réalisées au sein du Centre de Sociologie et d'Études Politiques. En apportant le label « Sciences Po » et son statut de grande école au projet de création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques, Sciences Po Aix entend contribuer au développement des études politiques pluridisciplinaires sur le site. En 2014, au moment de définir la stratégie scientifique d'association du site où s'engageaient les institutions académiques de la Région (AMU, UAPV, UTLN, Sciences Po Aix et l'École Centrale de Marseille), le renforcement de la science politique sur le site avait été formulé comme une priorité. Le CHERPA (qui compte 11 enseignants-chercheurs en science politique) et Sciences Po Aix avaient été identifiés comme le foyer d'incubation de cet objectif stratégique (voir encadré ci-dessous). À bien des égards, la création du Centre de Sociologie et d'Études Politiques constitue la réponse d'AMU et de Sciences Po Aix aux vœux des partenaires de la politique de site.

#### **La science politique, priorité stratégique de la politique de site**

« Conforter le Pôle Science Politique - Au niveau de l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence, l'offre de formation en Science politique est particulièrement adaptée à la mise en œuvre d'une politique commune. À titre principal, cette discipline scientifique est prise en charge par deux structures de formation et de recherche : l'une – l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence – est un établissement public autonome rattaché par convention à Aix-Marseille Université, l'autre – la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille Université – est une composante de l'Université. L'Institut d'Études Politiques est, par essence, l'institution la plus directement concernée par l'enseignement en science politique qui irrigue l'ensemble de ses cursus. Il en va de même pour la recherche autour d'un centre de recherche unique (EA) dénommé CHERPA – Croyance, Histoire, Espaces, Régulation Politique et Administrative – qui regroupe plusieurs unités jusque-là dispersées. [...] Compte tenu de la transversalité inhérente à une discipline qui touche à de nombreux autres champs scientifiques (sociologie, histoire, anthropologie...), il est nécessaire de se concerter avec les autres unités de formation ou de

recherche du site intervenant en sciences sociales ou humaines pour valoriser cette discipline en la nourrissant d'apports extérieurs. À titre d'exemple, le rapprochement avec la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme paraît, dans cette perspective, particulièrement opportun. » Cf. « Politique de site »

Extraits du document : « Stratégie de coopération et de développement – Site Aix-Marseille, Avignon, Toulon », 2014, p. 12-13.

En complément des moyens alloués à la MMSH et aux UMR du site, le CNRS offre aux chercheurs en SHS, avec la **Délégation régionale du CNRS** pour la circonscription Provence et Corse, un accompagnement déterminant au montage et au suivi de projets scientifiques. Les chercheurs, personnels et doctorants du Centre de Sociologie et d'Études Politiques pourront compter sur l'assistance, le soutien et les nombreux services (recherche de partenariats, valorisation, conseil en gestion des ressources humaines et en organisation, information scientifique et technique, formation permanente, action sociale, soutien logistique, prévention et sécurité...) de la Délégation pour développer leurs projets. Cette dernière apportera des conseils précieux à la direction du Centre de Sociologie et d'Études Politiques pour établir ses stratégies de recrutement de chercheurs CNRS, pour former ses personnels d'appui à la recherche et accompagner leur carrière, pour planifier les grandes évolutions de l'unité.

### Autres suggestions pour le nom de la future unité

- Centre de Sociologie et d'Études Politiques d'Aix-Marseille (CESEPAM)
- Laboratoire méditerranéen de sociologie et d'études politiques (LAMESEP)
- Centre méditerranéen de sociologie et d'études politiques / MESOPO
- Centre d'études sociologiques et politiques Maurice Agulhon (sur le modèle du centre Aron) /CMA
- ou... Marcel Roncayolo / Fanny Colonna / André Siegfried / François Simiand / Germaine Tillion / Madeleine Guilbert
- ou...